



100 LES QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

Pages 10-26

Le ministre des Finances de l'année



**Romuald
Wadagni**
Bénin

Page 10

Le Financier de l'année



Sidi Ould Tah,
Président
de la BADEA

Page 12

M 01910 - 116 - F: 4,00 € - RD



INTERVIEW

Pages 08



Aigboje Aig-Imoukhuede, Président
du Conseil d'affaires France-Nigeria et
Président de Access Holdings PLC

**« Entre le Nigeria et la
France, il existe une
relation spéciale à un
moment charnière »**



Financial Afrik
AWARDS

6^{ème} ÉDITION

#6FAA

LE MONDE ARABE
ET L'AFRIQUE

INVESTISSEMENTS ET COMMERCE

27-28
JANVIER 2025
Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

100 QUI
TRANSFORMENT
L'AFRIQUE



À contre-jour



Par Adama Wade

100 héros à célébrer

La liste des 100 personnalités que nous vous présentons dans ce numéro est, à elle seule, un résumé de l'Afrique en 2024 et une projection vers 2025. Vous y découvrirez notre présentation des figures fortes qui transforment le continent. Des ministres des Finances, à cheval sur les ratios de soutenabilité de la dette de leurs pays, aux financiers qui, par un coup de génie, ont créé des milliers d'emplois, en passant par ces CEO animés d'un goût du risque profondément ancré. Mention spéciale aux self-made men, ceux qui ont su compenser l'absence de capitaux financiers et scolaires par leur sens inné des affaires. Ces 100 personnalités vivent et travaillent en Afrique, affrontant chaque jour des administrations qui se modernisent, mais pas encore assez. Nous rendons hommage à ces entrepreneurs souvent peu soutenus par leurs environnements politiques et économiques, et pour qui l'accès au financement reste difficile. Certes, les choses avancent, mais lentement. Aujourd'hui encore,

un virement entre Mombassa et Abidjan peut prendre plusieurs semaines. On parle beaucoup de la ZLECA (Zone de libre-échange continentale africaine) et son secrétaire général parcourt le continent avec une fréquence digne d'un pilote de ligne. Mais n'est-il pas temps de passer des discours aux actes et de permettre qu'une transaction entre Cape Town et Kinshasa ne passe plus par des banques correspondantes à Londres ou New York, ce qui alourdit considérablement les coûts ? En l'absence d'une volonté politique forte, le marché unique demeure une utopie. Les difficultés rencontrées par des acteurs majeurs comme Dangote dans l'approvisionnement de sa raffinerie illustrent bien l'inadéquation de nos écosystèmes au développement du secteur privé. Tout se passe comme si l'entrepreneur africain, arrivé à un certain stade de croissance devrait choisir l'une de ces deux options : s'exiler pour accéder à un cadre administratif optimal et aux moyens de paiement internationaux ou

rester et, à force de barrières, voir son entreprise dans un état stationnaire. Ces obstacles se traduisent par des procédures complexes, des barrières non tarifaires croissantes et des régimes fiscaux et douaniers multiples. Face à ces défis, certains grands groupes africains quittent le continent et optent pour l'offshore, invoquant un déficit de sécurité juridique; une fiscalité trop lourde comparée à l'Europe de l'Est ou à l'Asie, et un secteur bancaire davantage tourné vers les bons du Trésor ou le financement des importations de matières premières que vers le soutien à l'économie. A leurs décharges, les banques dénoncent la difficulté de trouver des entreprises aux bilans certifiés. En somme, ces 100 personnalités auront, chacune à sa manière, marqué l'année. Nous leur rendons hommage tous les jours et, particulièrement, les 27 et 28 janvier 2025, à l'occasion de la sixième édition des Financial Afrik Awards prévue à l'hôtel Sofitel Ivoire d'Abidjan ■

LE MENSUEL DES AFFAIRES **Financial Afrik**

Directeur général
Dia El Haj Ibrahim, Nouakchott

Directeur de publication
Adama Wade
adama.wade@financialafrik.com

Rédacteur en chef
Messanh Ledy, Lomé

Grand reporter
Rodrigue Fenelon Massala

Rédaction
Dominique Mabika, FA TV
Messanh Ledy, Lomé
Albert Savana, Abidjan
Amadjiguène Ndoye, Dakar
Alexandre Varel, Paris
Zineb Filali, Casablanca
Issouf kamagate, Abidjan
Mamadou Diallo, Conakry
Nathanael Mavinga, Kinshasa
Muthoga Mungania, Kenya

Chroniqueurs
Maria Nadolu, Bucarest

Ambassadeur itinérant
Balla Moussa Keita

Représentation Maroc
Ibrahima Thiam
it@regionordsud.com

Représentation France Togo-Bénin
Daniel Djagoué

Administration
Ariane Adissa, Dakar

Production
Conception, Réalisation & web marketing
Diye Sarr, Dakar
Mayo Sow, marketing Nouakchott

Webmaster
Foulah Baldé

Caméra FA TV et Radio

Gilvès Naélvis Embounou Likibi
Abdoulaye Ba, Dakar
Aicha Baby, Nouakchott
Mariam Haidara, Nouakchott
Soraya Bakary, Côte d'Ivoire

Évènementiel: Financial Afrik Awards

Chef de projet
Tchioukoye Oumar SOW

Distribution

Prestalis, France
Sénégal, Mauritanie, Tunisie, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc, Gabon, Bénin, Togo, Brazzaville, Ethiopie

Dossier de presse

2013/99
Impression:
IMPRIMERIE DU CENTRE
www.groupekassir.com

FinancialAfrik est édité par l'agence 3MC.com (Nouakchott) et Intermedia SARL (Dakar)
contacts: redaction@financialafrik.com



jti CERTIFIÉ

jti Journalism Trust Initiative



Certificat IRISQ-JTI-CE0124

FINANCIAL AFRIK

Liberté 6 extension, VDN, Dakar, Villa Lot 07
11400 Dakar
Dakar Sénégal

a été certifiée de manière indépendante selon le programme de la JTI et l'Accord d'atelier du CEN n° 17493:2019

Ce certificat est valable du 19 Juillet 2024 au 18 Juillet 2026 et reste valide jusqu'à décision satisfaisante à l'issue des activités de surveillance.

Le certificat couvre la production médiatique, la gestion d'entreprise de presse, la qualité des productions et la fiabilité de l'information des marques Financial Afrik et Kapital Afrik.



Autorisé par
El Hadj Macoumba NDOUR
IRISQ
Route du Front de Terre
Immeuble des Dunes Liberté 6, Dakar Sénégal
(+221) 33 887 73 85 - 77 244 49 14 - <https://www.irisq.sn>

Ce document est un certificat électronique authentique destinée à l'usage professionnel du client uniquement. Les versions imprimées du certificat électronique sont autorisées et seront considérées comme copies. Ce document est délivré par le cabinet sous réserve des Conditions Générales JTI/RSF pour les services de certification disponibles. Nous attirons votre attention aux clauses contenues sur la limitation de responsabilité, d'indemnisation et de juridiction. Ce document est protégé par le droit d'auteur et toute altération non autorisée, contrefaçon ou falsification du contenu ou de l'apparence de document est illégale.





MCCANN

Un pas de plus vers un avenir durable

Encourager des initiatives durables, financer la croissance verte, rester sensible aux questions climatiques sont pour nous une belle manière de préserver notre environnement mais aussi d'y laisser une empreinte responsable pour les années à venir.



Orabank, un partenaire à votre écoute



Orabank



Khalil Al Ameriani, CEO de Vodacom RDC

« Nous nous engageons à réduire la fracture numérique dans les communautés rurales »

Directeur Général de Vodacom RDC depuis 2021, Khalil Al Ameriani met l'accent sur la transformation numérique et l'inclusion digitale dans le pays. Sous sa direction, Vodacom RDC entend améliorer l'accès à la connectivité. Entretien.

Quelles sont les principales initiatives en cours ou à venir pour étendre la couverture et l'accès à la connectivité, en particulier dans les zones rurales en RDC ?

Depuis 2013, Vodacom Congo a été pionnier de l'amélioration de la connectivité dans les zones rurales grâce à son programme innovant de déploiement des sites alimentés par des systèmes solaires et des batteries, appelés Rural Coverage Sites (RCS). Aujourd'hui, nous comptons près de 1 000 de ces sites, fournissant une connectivité essentielle à plus de 1,6 million d'abonnés. En parallèle, nous nous engageons à réduire la fracture numérique dans les communautés rurales par le biais de programmes d'autonomisation, de formation et le déploiement des classes numériques. Ces initiatives permettent aux populations rurales de participer pleinement à l'économie numérique et de bénéficier des opportunités offertes par la connectivité. En effet, Vodacom Congo dans son ADN, est engagé à améliorer la connectivité et à réduire la fracture numérique en République Démocratique du Congo grâce à plusieurs initiatives stratégiques.

C'est ainsi que nous avons conclu un partenariat avec Intelsat, visant à renforcer la couverture et la résilience des services de communication par satellite. Nous avons aussi investi massivement plus de 1,7 milliard de dollars dans les infrastructures pour l'accélération du déploiement de la 5G et la modernisation des réseaux 3G et 4G existants. Ces investissements sont essentiels pour offrir des services de haute qualité à nos clients et soutenir la croissance économique du pays.

Par ailleurs, nous collaborons étroitement avec des fournisseurs de capacités satellites pour connecter les succursales des grandes entreprises qui nous font confiance. Ces entreprises opèrent souvent dans des zones éloignées et difficiles d'accès en raison de l'absence d'infrastructures classiques telles que les routes, les micro-ondes ou la fibre optique. Grâce à ces partenariats, nous sommes en mesure de fournir une connectivité fiable et continue, assurant ainsi la continuité des opérations et le développement économique même dans les régions les plus isolées.

Enfin, en collaboration avec d'autres opérateurs de l'industrie, Vodacom Congo participe activement aux consortiums 2Africa et WACS pour désenclaver les zones rurales grâce à des câbles sous-marins à l'ouest de l'Afrique. Ces projets visent à étendre la connectivité par fibre optique, reliant plusieurs continents et améliorant l'accès à Internet à travers le pays.

Comment Vodacom RDC compte-t-elle naviguer entre les technologies 2G/3G et les infrastructures modernes comme la 4G et la 5G ?

Concernant la 5G, nous avons réalisé des tests technologiques concluants en collaboration avec le régulateur. Cependant, pour le moment, nous concentrons nos efforts sur l'expansion de la 4G, tout en continuant à développer la 3G dans les zones où la 4G n'est pas encore accessible, tant en termes de réseau que de disponibilité de smartphones compatibles. Notre stratégie est progressive: nous déployons les technologies 2G, 3G

et 4G selon les besoins et les opportunités locales. La 5G sera mise en œuvre dès que le régulateur rendra la licence disponible. Nous investissons également massivement dans les infrastructures et avons acquis des spectres additionnels pour améliorer la couverture et la capacité de notre réseau. Enfin, nous adaptons notre approche en fonction des spécificités démographiques et économiques des différentes régions de la RDC, afin d'optimiser l'impact de nos investissements.

Quelle est votre stratégie face aux cybermenaces ?

Dans le contexte actuel, les cyberattaques représentent une menace majeure, pouvant coûter des milliards de dollars aux entreprises et aux gouvernements. Chez Vodacom Congo, nous avons mis en place une stratégie robuste pour protéger notre réseau, nos abonnés et nos partenaires. Nous disposons d'une équipe dédiée à la cybersécurité, utilisant les technologies et techniques les plus avancées pour prévenir et détecter les menaces.

Notre stratégie est encadrée par le Cyber Adaptive Risk Model, un cadre axé sur les risques émergents et conforme aux meilleures pratiques internationales. Nous réalisons des audits réguliers avec des organismes indépendants, sensibilisons notre personnel grâce à des formations obligatoires et utilisons des technologies avancées comme l'authentification multifactorielle.

Enfin, nos pare-feux et systèmes de détection d'intrusion surveillent constamment notre réseau pour bloquer toute activité suspecte.

Quelles sont les stratégies de Vodacom RDC pour améliorer la qualité du réseau tout en maintenant des services accessibles dans un contexte de crise économique ?

Chez Vodacom Congo, notre priorité est d'investir continuellement dans nos infrastructures, qu'il s'agisse de réseaux radio, de transmission ou de systèmes de support. Nous optimisons activement nos ressources en partageant nos infrastructures avec d'autres opérateurs, ce qui nous permet de réduire les coûts tout en étendant notre couverture, notamment dans les zones rurales. Nous utilisons des technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, pour améliorer nos services de manière ciblée et efficace. Grâce à notre service Just4U, nous proposons des offres personnalisées et segmentées, adaptées aux besoins spécifiques de chaque client. Nos partenariats stratégiques avec des entreprises technologiques, comme Amazon Web Services (AWS) et la plateforme ConnectU, nous permettent de proposer des solutions innovantes et abordables. En outre, nous promouvons activement l'inclusion financière et numérique à travers des initiatives visant à améliorer l'accès à la connectivité et aux services financiers, notamment via notre plateforme M-Pesa.

En mutualisant les infrastructures avec d'autres opérateurs et partenaires, tels que les fournisseurs de pylônes, de fibres optiques et de satellites, nous optimisons notre impact et étendons notre portée.

Quels sont les plans de Vodacom RDC pour

étendre l'utilisation de M-Pesa ?

M-Pesa est un pilier central de notre stratégie, offrant une gamme de services adaptés aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques. Par exemple, nous avons établi un partenariat avec la Régie des eaux (REGIDESO) pour faciliter le paiement des factures d'eau via M-Pesa, simplifiant ainsi la gestion des services publics pour nos utilisateurs. Nous avons également lancé M-Pesa Rallonge, un service de découvert instantané permettant aux utilisateurs d'accéder à des mini-prêts en cas de besoin urgent de liquidités. Cette innovation renforce notre engagement à fournir des solutions financières flexibles et accessibles.

En collaboration avec l'IFC, nous développons des services dédiés aux petites et moyennes entreprises (PME), et aujourd'hui, environ 40 000 marchands utilisent M-Pesa pour leurs transactions quotidiennes. Nous promouvons activement l'e-commerce en facilitant les paiements numériques et en soutenant les entreprises locales. Notre réseau de marchands connectés continue de croître, et nous avons ouvert nos API pour encourager les développeurs locaux à intégrer M-Pesa dans leurs applications, simplifiant ainsi le processus de paiement et d'intégration.

Ces initiatives démontrent notre engagement à promouvoir l'inclusion financière et numérique, en offrant des solutions innovantes et abordables qui répondent aux besoins variés de nos clients.

Quels sont les grands défis du secteur des télécommunications en RDC, et comment Vodacom RDC se positionne-t-elle pour les relever ?

Les défis sont multiples, tout comme les opportunités. Le premier défi concerne le déploiement d'infrastructures, notamment dans les zones rurales. Pour surmonter cela, nous collaborons avec des partenaires pour déployer des technologies adaptées, telles que les sites alimentés par l'énergie solaire et connectés via satellite. Cette stratégie nous permet de réduire la dépendance aux infrastructures classiques tout en étendant la connectivité. Un autre enjeu majeur est lié aux coûts opérationnels. Les prix élevés des carburants fossiles et des équipements, ainsi que l'inflation, pèsent lourdement sur nos opérations. Nous répondons à ces contraintes par l'adoption de solutions d'énergie renouvelable, notamment les panneaux solaires, les batteries lithium et les centrales locales, pour réduire nos coûts à long terme. Nous travaillons également à mutualiser les infrastructures avec d'autres opérateurs, partageant les pylônes et les capacités de transmission. L'inflation constitue un double défi : elle affecte le pouvoir d'achat de nos clients tout en réduisant la rentabilité de nos investissements. Nous avons adapté nos offres pour répondre à ces contraintes, en proposant des produits segmentés et abordables qui maintiennent un équilibre entre la qualité du service et les capacités financières de nos abonnés. Sur le plan structurel, nous faisons face à des enjeux liés à la fiscalité et à la régulation, notamment les taxes à l'importation élevées sur les appareils tels que les smartphones. Ces coûts freinent l'adoption des services numériques et creusent la fracture numérique. Nous plaiderons pour une politique fiscale plus favorable, afin de rendre ces technologies accessibles à une plus grande partie de la population. Enfin, nous anticipons l'explosion de la demande en data, notamment avec l'avènement de technologies comme l'intelligence artificielle



(AI) et l'Internet des objets (IoT). Cela nécessite des investissements massifs dans des centres de données, des solutions cloud et des infrastructures résilientes pour répondre aux besoins croissants. Notre stratégie repose sur des partenariats technologiques et des solutions localisées, adaptées aux réalités géographiques et économiques des différentes régions. Vodacom Congo s'engage à collaborer avec les régulateurs, les autorités publiques et les partenaires privés pour relever ces défis de manière proactive, tout en contribuant à la transformation digitale de la RDC.

Un mot de la fin ?

Vodacom Congo se positionne comme un acteur clé du développement économique et technologique en République Démocratique du Congo. Depuis plus de 22 ans, notre engagement a été de fournir à nos clients des solutions adaptées à leurs besoins, en tenant compte de la diversité et des spécificités de chaque région du pays.

Nous évoluons d'une entreprise de télécommunications vers une entreprise technologique, ce qui nécessite des investissements continus dans la connectivité. Cela se traduit par des initiatives comme l'extension de la couverture 4G et, à terme, la 5G, ainsi que par des projets d'envergure tels que l'autonomisation des communautés rurales par des programmes éducatifs et numériques. Nous avons récemment lancé des solutions innovantes comme Umoja, qui est une plateforme dédiée aux entreprises pour la gestion des ressources humaines, mais aussi d'autres solutions pour la gestion des flottes et des dépenses. En matière de services financiers, M-Pesa reste une de nos solutions phares. Nous ne cessons d'étendre son utilisation avec des outils comme le paiement en masse (bulk payment), les prêts pour particuliers, et les collectes de fonds pour les institutions. Nous explorons également des collaborations stratégiques avec des développeurs locaux grâce à l'ouverture de nos API. Notre vision va au-delà de la simple connectivité. Nous voulons contribuer activement à la transformation socio-économique de la RDC, en faisant de la technologie un levier de progrès pour tous. À travers nos infrastructures, nos solutions numériques et notre engagement envers les communautés, nous espérons continuer à être un catalyseur du développement durable dans le pays.

Propos recueillis par Daniel Djangoué



ET SI **2025** OUVRAIT LA VOIE
À VOS PLUS GRANDS SUCCÈS ?

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE
ENSEMBLE EN 2025



Et si 2025 ouvrait la voie à vos plus grands succès ?
BANQUE ATLANTIQUE vous souhaite
une excellente année **2025**.



L'année de l'assurance

Fusion et acquisition

La grande vague des fusions acquisitions semble relever de l'époque lointaine de l'avant Covid-19. En 2024, le secteur de l'assurance aura joué la prudence en surveillant la montée des risques liés au climat, aux objets connectés, à la cybercriminalité et, certainement, à ces algorithmes truffés d'IA et qui, sous d'autres cieux, cibleraient la femme pauvre avec enfants en prospects des polices d'assurance maladie. Hormis la conclusion du méga deal Allianz Sanlam, l'année aura été plutôt consacrée à la croissance organique et à la chasse aux licences. Les acquisitions relevées ici et là comme Sanlam reprenant 60% de NMS Insurance Services (NMSIS), la division assurance de Multichoice, sont assez exceptionnelles pour ôter de la tête des observateurs une certaine impression d'immobilisme. Au dessus de l'Equateur, le groupe Sunu continue d'accélérer sa croissance notamment dans le secteur bancaire où il a été en finale contre AFG Holding pour l'acquisition de Société Générale Guinée. Celle-ci tombe dans l'escarcelle de l'ivoirien Koné Dossongui, un revenant. Autre come back tout aussi spectaculaire, celui de Moulay Hafid Elalamy qui, via Saham, a repris Société

Générale Maroc et ses filiales dont la Marocaine Vie dédiée à l'assurance, pour 745 millions d'euros..

Pendant ce temps, Wafa Assurance, solide leader marocain, déjà en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun, en Tunisie et en Égypte, a décroché l'agrément pour opérer la branche Vie au Gabon. En Côte d'Ivoire, la Somavie en difficultés suscite l'appétit d'éventuels repreneurs comme la Sonam, la BHCI, CNP France et un certain Vista. Selon les informations, la valeur du portefeuille de l'entreprise est négative. L'éventuel repreneur devrait casser la tirelire pour une recapitalisation qui dépasserait de trois fois le capital minimum nécessaire pour monter une compagnie en zone CIMA. Dans les vieilles maisons africaines, le temps de la relève a sonné. Richard Lowe, Président directeur général et fondateur d'ACTIVA Assurances, a récemment promu plusieurs jeunes talents au sein de son groupe. Parmi les figures notables, Jean Philippe Lowe, nommé Directeur général adjoint du groupe, a été confirmé à ce poste. Hormis ces réajustements, le temps est plutôt à l'atonie. Cette impression d'immobilisme se retrouve dans le secteur du courtage où les pure players



tentent de bousculer le statu quo. De nouveaux leaders locaux tentent de se développer. Les anciens se restructurent et changent de main. Cas de Gras Savoye dirigée par Naïma Smires et qui a ouvert son capital au groupe français de conseil et courtage d'assurance Diot-Siaci et à Amethis, un gestionnaire de fonds présent aussi dans le capital de NSIA. Quant à Ascoma, détenu désormais par Chedid Capital, il cherche, sous la conduite de Farid Chedid, à conserver

ses positions dans un environnement en mutation. Chez les pure players, la progression rime avec consolidation du management. Ainsi, Olea, qui gère les risques du groupe CFAO dans 35 pays en Afrique, en partenariat avec le groupe français de courtage Siaci Saint Honoré, a nommé au début de cette année Clément Chadeaen tant que directeur Afrique Francophone. En espérant que 2025 marque la reprise et la grande concentration tant attendue. ■

Réassurance en Afrique : Africa Re en tête devant Munich Ré

Dans l'arène dynamique du marché de la réassurance africaine, Africa Re continue de dominer, affichant des performances solides avec un chiffre d'affaires de 1,106 milliard USD en 2023, soit une augmentation de 16,25% par rapport à l'année précédente. Africa Re reste le leader incontesté, devant Munich Re of Africa. Cette filiale de la compagnie éponyme a pourtant trébuché, accusant une baisse de 14,79% de son chiffre d'affaires, établi à 902,846 millions USD. La marocaine Société Centrale de Réassurance (SCR) et l'algérienne Compagnie Centrale de Réassurance (CCR), respectivement avec des chiffres d'affaires de 369,266 millions USD et 347,359 millions USD, montrent des signes forts de croissance et d'efficacité.

SCR, avec une augmentation de 12,10% de son chiffre d'affaires et un ratio combiné de 93,44%, et CCR, avec une croissance encore plus impressionnante de 14,59% et un ratio combiné exceptionnellement bas de 73,95%, démontrent leur compétitivité sur le marché. Swiss Re Africa, confrontée à une baisse marquée de 23,57% de son chiffre d'affaires, reste néanmoins un acteur clé grâce à sa réputation et son expertise globales. Son chiffre d'affaires s'établit à 328,600 millions USD avec un ratio combiné de 80%, signalant des pressions mais aussi une capacité de résilience notable. Hannover Re South Africa et WAICA Re (basée en Sierra Leone) montrent des dynamiques différentes. Hannover Re enregistre une légère baisse de 3,31% de son chiffre d'affaires, qui se chiffre à

297,695 millions USD, tandis que WAICA Re affiche la plus forte croissance parmi les top réassureurs avec une hausse impressionnante de 25,63% à 255,700 millions USD. WAICA Re, particulièrement, affiche une progression remarquable, démontrant une agilité stratégique et une approche centrée sur les marchés émergents. Zep Re (PTA Reinsurance Co), General Reinsurance Africa, et CICA Re complètent le top 10, tous démontrant une volonté de s'adapter et de répondre aux défis spécifiques de leurs segments de marché avec des performances de réassurance respectables et des ratios combinés qui reflètent une gestion prudente des coûts et des risques. Avec un marché total s'élevant à 5,71 milliards USD, et les 10 premiers réassureurs représentant 74,8% de

ce marché, le tableau est clair : la réassurance en Afrique est en pleine effervescence. La croissance modeste de 1,01% pour les leaders contraste avec une baisse de 9,19% pour les autres acteurs, indiquant une concentration accrue de l'activité chez les leaders. Africa Re, malgré son statut de leader, doit rester vigilante. La concurrence accrue et les innovations continues dans le secteur pourraient remettre en question sa suprématie si elle ne continue pas à évoluer et à s'adapter aux nouvelles réalités du marché. Les dynamiques de marché montrent que la concurrence est non seulement vive mais également capable de rebondissements stratégiques qui pourraient redéfinir les hiérarchies établies. ■

AVENI-Ré obtient une note d'investissement A de l'agence Bloomfield avec des perspectives stables

L'agence de notation financière Bloomfield a évalué la performance et la stabilité d'AVENI-Ré, attribuant à la compagnie de réassurance les notes A- à long terme et A2 à court terme, toutes deux assorties d'une perspective stable. Cette notation reflète la solidité financière d'AVENI-Ré ainsi que son potentiel de croissance dans un marché concurrentiel. La stratégie d'expansion d'AVENI-Ré, marquée par l'ouverture de bureaux à Dakar en 2021 et à Douala en 2023, combinée à une politique marketing ambitieuse, a permis à l'entreprise de renforcer sa capacité à générer des revenus tout en maintenant une croissance soutenue. Cette dynamique s'est traduite par une augmentation de 10 % de son chiffre d'affaires.

Cependant, AVENI-Ré reste exposée aux risques de change, avec seulement 51 % de ses activités réalisées en zone franc CFA. Ses efforts en matière de gestion des risques et de diversification des revenus de placements ont toutefois été salués. Les mesures de contrôle des sinistres et les programmes de rétrocession efficaces, mis en œuvre depuis 2022, ont également contribué à l'amélioration de ses performances techniques et opérationnelles. Avec une prévision de croissance de 13 % de son chiffre d'affaires pour l'année à venir, AVENI-Ré s'affirme comme un acteur clé de la réassurance et se positionne pour relever les défis du secteur avec confiance et résilience. ■



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



**"L'AVENIR
APPARTIENT
À CEUX QUI
SE LÈVENT TÔT."**

Engagée à vos côtés depuis 20 ans, BSIC Sénégal s'est affirmée comme un acteur clé du développement économique. Sa volonté est de soutenir tous ceux qui entreprennent, à petite ou grande échelle, sur l'ensemble du territoire et au cœur de la région.

Appuyant son développement sur la loyauté, la confidentialité, la responsabilité, l'excellence et l'engagement, BSIC Sénégal continue à enrichir ses offres et ses services bancaires afin de rester à jour avec l'évolution mondiale tout en investissant dans le capital humain. Pour cela, dans chacune de nos agences, les hommes et les femmes de BSIC Sénégal s'engagent pour vous aider à concrétiser vos ambitions.



**"ÉLEVER LE
NIVEAU, ALLER
TOUJOURS PLUS
HAUT."**



**"LAISSER
UNE TRACE POSITIVE
AUTOUR DE NOUS."**



**"CHAQUE
NOUVELLE
MARCHE EST
UNE VICTOIRE."**



Aigboje Aig-Imoukhuede, Président du Conseil d'affaires France-Nigeria et Président de Access Holdings PLC

« Entre le Nigeria et la France, il existe une relation spéciale à un moment charnière »

En marge de la visite d'État de S.E. Bola Ahmed Tinubu, Président de la République Fédérale du Nigeria, en France (du 27 au 29 novembre 2024), Kapital Afrik (Financial Afrik) s'est entretenu avec Aigboje Aig-Imoukhuede, Président de Access Holdings PLC et du Conseil d'affaires France-Nigeria. Il a exprimé sa satisfaction quant à l'évolution des relations entre les deux gouvernements, ainsi que les nombreuses opportunités offertes au secteur privé, notamment bancaire, de s'impliquer.

Par Christine Holzbauer, envoyée spéciale

Les résultats de la visite d'État de S.E. Bola Tinubu répondent-ils à vos attentes en tant que Président du Conseil d'affaires France-Nigeria ?

La visite du Président nigérian en France met en lumière la relation historique et de plus en plus robuste entre nos deux nations. Cette relation a été considérablement renforcée par l'engagement du Président Macron à approfondir les liens bilatéraux. Au cours des six dernières années, trois banques nigérianes ont réussi à s'implanter en France, démontrant ainsi les progrès tangibles de notre collaboration économique. Une autre banque nigériane établira prochainement sa présence ici, consolidant encore ce partenariat. De plus, l'attrait du Nigeria comme destination d'investissement viable devient de plus en plus évident. Historiquement, les entreprises françaises, à l'exception de grands groupes comme Total et Danone, avaient tendance à entrer et sortir du marché nigérian. Cependant, après huit années difficiles marquées par des politiques économiques erronées, il est maintenant crucial de mettre en avant le potentiel immense du Nigeria.

Cette visite intervient à un moment charnière. L'inflation diminue, et les investisseurs étrangers effectuant des placements en euros au Nigeria sont bien positionnés pour bénéficier d'évaluations justes et de rendements solides. Cette fenêtre d'opportunité se refermera à mesure que les conditions de marché se resserreront, ce qui rend ce moment véritablement spécial pour que les relations Nigeria-France prospèrent davantage.

Et du point de vue de Access Holdings PLC ?

Access Holdings PLC, via le groupe bancaire, est désormais solidement

implanté dans les principaux centres financiers européens. Avec des opérations établies au Royaume-Uni et en France, ainsi que l'obtention récente d'une licence pour opérer à Malte, nous démontrons notre engagement envers l'expansion mondiale. Cette progression est soutenue par une transformation financière remarquable : notre bilan est passé de seulement 5 millions de dollars il y a quinze ans à un total actuel de 4 milliards de dollars, soutenu par des capitaux propres de 400 millions de dollars.

À l'avenir, notre objectif est de consolider cette présence mondiale tout en contribuant de manière significative à l'écosystème financier international. Chez Access Holdings, nous nous voyons comme une passerelle essentielle entre l'Afrique et le reste du monde. Après avoir opéré avec succès dans le corridor anglophone, nous concentrons désormais nos efforts pour reproduire ce succès dans les corridors francophones, lusophones et autres marchés stratégiques.

Pourquoi le marché français est-il si attractif pour les banques nigérianes ?

La France est un partenaire commercial clé en Afrique de l'Ouest et joue un rôle central dans les activités économiques de la région. Elle sert également de plaque tournante essentielle au sein du corridor de l'Union européenne, ce qui en fait une porte d'entrée naturelle pour les banques nigérianes cherchant à renforcer leurs opérations dans les pays francophones d'Afrique.

Les flux de capitaux – qu'il s'agisse de commerce, de finance, d'investissements directs étrangers ou d'opérations de trésorerie – passent inévitablement par les banques. Cela fait du marché français un choix stratégique pour les banques nigérianes désireuses



de faciliter ces transactions et d'approfondir leur implication dans les écosystèmes financiers régionaux et mondiaux.

Chez Access, notre vaste expérience en relations internationales et gouvernementales nous a permis de prospérer dans cet environnement. La transition du prêt en dollars ou en livres sterling vers les euros est un processus fluide pour nous, en particulier lorsque nous travaillons avec des gouvernements africains opérant dans la zone monétaire CFA. De plus, notre succès sur le marché britannique, notamment dans la facilitation du commerce et l'acquisition de résidences secondaires, constitue un modèle pour l'expansion. Grâce à notre filiale française, nous pouvons reproduire ce succès en offrant des services aux clients souhaitant investir à Paris et dans d'autres régions de France.

Les fluctuations erratiques du naira freinent-elles l'arrivée de l'ECO, la monnaie unique de la CEDEAO ?

Dans le contexte économique actuel, la réponse est sans aucun doute oui. Pour que le naira puisse servir d'ancre pour la région, le Nigeria doit d'abord atteindre une stabilité monétaire à moyen terme, ce que nous envisageons comme un processus s'étendant sur environ dix ans. Historiquement, le naira s'est déprécié face au dollar à un taux moyen de 10 % par an, en grande partie en raison des différentiels d'inflation. Bien que ce niveau de dépréciation soit gérable et prévisible pour les plans stratégiques, les deux dernières années ont été marquées par une volatilité importante et une

dévaluation accélérée dues à des politiques antérieures.

Cependant, avec les réformes introduites sous l'administration Tinubu, nous sommes optimistes quant à un retour à des taux de dépréciation plus stables. Stabiliser le naira est une étape cruciale non seulement pour le Nigeria, mais également pour la région de la CEDEAO, car cela jette les bases de l'adoption réussie de la monnaie ECO à l'avenir.

Quel rôle joue Access Holdings dans le secteur des industries culturelles ?

Chez Access Holdings, nous reconnaissons que les activités dans les arts et la culture sont souvent plus alignées avec des objectifs de durabilité qu'avec des retours financiers immédiats. Cependant, nous voyons également les arts et la culture comme des marqueurs essentiels du développement sociétal, reflétant la vitalité et la créativité de nos communautés. Nous avons activement soutenu des initiatives promouvant le Nigeria comme un centre d'affaires et de culture, créant une expérience unique pour les parties prenantes locales et internationales.

Le modèle nigérian de la banque est-il en train de s'imposer ?

Sans aucun doute. Les professionnels nigériens du secteur bancaire ont prouvé que l'Afrique pouvait produire des talents de classe mondiale. À Access, nous aspirons à être parmi les leaders de cette transformation. ■



SUNU GROUP

- **Depuis 1998**
- **Présent dans 17 pays**
- **26 sociétés d'assurances**
- **2 banques**
- **1 gestionnaire santé**
- **9 autres sociétés**



L'ambition du Groupe SUNU est d'être un groupe panafricain leader dans l'Assurance et les Services Financiers qui accompagne avec succès sur le continent, les femmes, les hommes et les organisations désireux de réaliser leur potentiel. Le Groupe s'engage également à protéger et sécuriser tout ce qui leur est cher. Le Groupe SUNU a le bon profil pour vous accompagner.





LES MEILLEURS MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES

1. Romuald Wadagni (Bénin)



Notation : Le Bénin est souvent cité en exemple pour ses réformes économiques et bénéficie de notations favorables. En avril 2024, la note du pays est passée de B+ à BB- avec perspective positive, soit au même niveau que la Côte d'Ivoire.

Endettement : Politique de dette bien structurée, avec des financements intelligents sur les marchés. Endettement estimé à 54,5% du PIB et devant passer en deça de 50% à partir de 2026.

Inflation : estimée à 1% et stable grâce à une gestion macroéconomique rigoureuse.

Croissance : Le Bénin devrait voir sa croissance se stabiliser à 6,2% entre 2024 et 2026, résultat des réformes structurelles.

Leadership : Wadagni est perçu comme un visionnaire, ayant gagné plusieurs distinctions pour son efficacité. L'émission réussie en février 2024 d'un eurobond inaugural de 750 millions en dollars à échéance 14 ans témoigne de l'esprit d'innovation des équipes du ministère béninois des Finances.

2. Nadia Alaoui (Maroc)



Notation : Le Maroc bénéficie d'une notation modérément stable, avec une gestion prudente de sa dette. Le royaume est noté BB+ chez S&P Global Ratings. Le Maroc devrait encore progresser pour regagner l'investissement grade perdu depuis la pandémie.

Endettement : Endettement modéré à 65% du PIB jusqu'en 2027, mais des pressions existent avec un déficit estimé à 4,2% en 2024 devant revenir en deça de la situation post-pandémique de 3% en 2027.

Inflation : L'inflation reste maîtrisée (environ 1,5% en 2024) grâce à une politique monétaire proactive.

Croissance : Forte résilience avec un taux de 2,8% selon Bank Al Maghrib (la Banque Centrale) et des perspectives de diversification économique.

Leadership : Nadia Alaoui est reconnue pour son pragmatisme et sa vision économique à long terme. A travers ses réformes, le royaume a enregistré l'un des meilleurs taux de recouvrement fiscal de son histoire.

3. Adama Coulibaly (Côte d'Ivoire)



Notation : En mars 2024, Moody's a rehaussé la note de Ba3 à Ba2 avec une perspective stable Standard & Poor's et Fitch Ratings ont également attribué des notes BB- avec des perspectives stables qui reflètent une gestion financière perçue positivement.

Endettement : Le ratio dette/PIB de la Côte d'Ivoire est passé de 38% en 2019 à 58% en 2023. Bien que ce niveau reste en dessous du seuil recommandé de 60%, il suscite des débats sur sa soutenabilité.

Inflation : L'inflation a été contenue à 4,4% en 2023, en baisse par rapport aux 5,2% de 2022. Cette maîtrise relative des prix témoigne d'une gestion efficace des politiques monétaires et fiscales.

Croissance : La Côte d'Ivoire affiche une croissance économique soutenue, avec un taux de 6,5% en 2023, légèrement supérieur aux 6,2% de 2022. Cette performance place le pays parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne.

Leadership : Sous la direction d'Adama Coulibaly, la confiance des investisseurs internationaux vis-à-vis de la Côte d'Ivoire s'est nettement améliorée.

4. Vera Daves de Sousa (Angola)



Notation : L'Angola a amélioré sa notation à B- perspective stable avec Fitch grâce à des réformes structurelles ambitieuses.

Endettement : Réduction progressive d'une dette élevée, soutenue par une hausse des prix du pétrole. La dette du pays estimée à 85,2% en 2023 devrait passer à 72% en 2024 et 68% en 2025 selon Fitch.

Inflation : Forte, estimée à 28% en 2024 suite au retrait de la subvention sur les produits pétroliers, mais les efforts pour la contenir portent leurs fruits.

Croissance : Reprise économique soutenue par les réformes et les revenus pétroliers. Une croissance économique attendue de 3,4% en 2024.

Leadership : Vera Daves est saluée comme l'une des jeunes figures les plus dynamiques en Afrique. Ses réformes ont permis de réduire fortement la dette de l'Angola de nouveau soutenable.

5. Louis-Paul Motaze (Cameroun)



Notation : Le Cameroun a des notations modérées en raison de ses défis budgétaires. En mars 2024, la première économie de la CEMAC a vu sa notation passer de CCC+/C à « B- ». De même pour la première fois, Yaoundé s'est faite notée par Moody's (B2) rejoignant l'avis de Fitch (B).

Endettement : La dette du Cameroun s'élève à 44% du PIB, largement en deça du plafond de la CEMAC, selon la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Inflation : à 4% en moyenne en 2023 en dépit des pressions externes.

Croissance : croissance camerounaise, 3,9% en 2024 et 4,1% en 2025 reste entravée par des défis infrastructurels et des tensions sécuritaires.

Leadership : Louis-Paul Motaze, reconnu pour sa gestion prudente dans un contexte politique complexe d'une zone CEMAC sujette à des tensions accrues sur les réserves de change, est l'une des voix qui rassurent les partenaires techniques.

CINQ CRITÈRES CLÉS

Ministre	Notation	Endettement	Inflation	Croissance	Leadership	Total
Romuald Wadagni (Bénin)	5	5	5	5	5	25
Nadia Alaoui (Maroc)	4	4	4	4	4	20
Adama Coulibaly (Côte d'Ivoire)	4	3	4	5	4	20
Vera Daves de Sousa (Angola)	4	3	2	4	4	17
Louis-Paul Motaze (Cameroun)	3	3	3	t3	3	15

Le classement Financial Afrik des 5 meilleurs ministres africains des Finances se base sur les critères suivants:

1-Notation : Évalue la perception de la gestion financière du pays par les agences de notation (Fitch, Moody's, S&P, Bloomfield).

2-Endettement : Analyse la gestion de la dette publique (rapport dette/PIB, capacité à rembourser selon chiffres

FMI, Banque Mondiale et BAD et Banques Centrales).

3-Inflation : Mesure dynamique de la stabilité des prix dans le pays et les politiques visant à la contrôler.

4-Croissance : Évalue la capacité du pays à maintenir une croissance économique durable.

5-Leadership : Juge la capacité du ministre à conduire des réformes, à inspirer la confiance et à mobiliser des ressources.

30  **ans** 1994
2024

UEMOA, 30 ans :
*une expérience d'intégration résiliente
face aux chocs exogènes*

Huit pays, un destin commun



BÉNIN



BURKINA FASO



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE-BISSAU



MALI



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO



LES 5 DEALS DE L'ANNÉE



Koné Dossongui, PDG d'Atlantic Financial Group (AFG Holding)

Le 12 septembre 2024, soit seulement trois jours après avoir acquis le réseau Access Holding, Atlantic Financial Group (AFG) a pris le contrôle de Société Générale en Guinée. Cet acte marque le retour en force de l'homme d'affaires ivoirien Koné Dossongui, renforçant davantage sa position de leader dans le secteur financier africain. Fort de désormais 57,93 % dans Société Générale Guinée, le groupe bancaire panafricain consolide sa position de champion continental en devenir.



Mays Mouissi, ministre de l'Economie et des Participations gabonais

21 Juin 2024. Le ministre gabonais de l'Économie et des Participations, Mays Mouissi, annonce le versement au fonds américain Carlyle de la dernière tranche pour le rachat des parts d'Assala Energy, deuxième opérateur pétrolier du pays, avec plus de 45 000 barils/jour en termes de production et un chiffre d'affaires de plus de 600 milliards de FCFA par an. Le rachat des parts d'Assala, confiées à Gabon Oil Company, a été financé par le trader suisse Gunvor.



Ababacar S. Diaw, directeur général d'Impaxis Securities.

Août 2024. L'opération de titrisation DOLI-P 2024-2031 de BOAD Titrisation a permis de mobiliser 160 milliards de FCFA (260 millions de dollars) grâce à la titrisation d'un portefeuille de créances non souveraines détenu par la BOAD. Le deal a été arrangé par Ababacar S. Diaw, directeur général d'Impaxis Securities.



**Roosevelt Ogbonna
Directeur Général d'Access Bank,**

14 novembre 2024 : La banque nigériane Access Bank UK, filiale d'Access Holdings Plc, a signé un accord avec IBL, propriétaire d'AfrAsia Bank, pour acquérir la troisième plus grande banque de Maurice. Il s'agit d'une acquisition marquante pour l'institution dirigée par Roosevelt Ogbonna et présidée par Aigboje Aig-Imoukhuede, Président de Access Holdings PLC.



Armando Manuel, Président du Conseil d'Administration du FSDEA

29 août 2024 à Luanda. Le Fonds Souverain d'Angola (FSDEA) dirigé par Armando Manuel depuis décembre 2023 a investi 5 millions USD dans le Kimbo Fund, premier fonds privé de dette en Angola, pour soutenir les secteurs clés comme l'agro-business et la logistique.

LE FINANCIER DE L'ANNÉE



**Sidi Ould Tah,
Président de la
BADEA**

Le mauritanien Sidi Ould Tah a transformé la BADEA devenue une institution de classe mondiale notée triple A par la Japan Credit Rating Agency (JCR). La banque qui a fêté ses cinquante ans avec un capital autorisé de 20 milliards de dollars et des engagements accrus pour les pays africains, les institutions et le secteur privé.



**Frannie Leautier,
Directrice principale
associée de
Southbridge**

Frannie Léautier, diplômée du MIT, a occupé des postes stratégiques à la Banque mondiale pendant 15 ans avant de diriger la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et d'être vice-présidente principale de la Banque africaine de développement. Experte en finance et développement, elle est associée principale de SouthBridge Group et directrice générale de SouthBridge Investments. Membre active de plusieurs conseils d'administration, elle a rejoint le Conseil d'administration du groupe CFAO en juillet 2022, renforçant la diversité de sa gouvernance.

**Serge Ekué,
Président de la
BOAD**



Sous la houlette de Serge Ekué, la BOAD a renforcé son capital en faisant appel à l'expertise financière. Dernière en date, l'émission en août 2024 de la toute première obligation hybride libellée en euros d'une banque multilatérale de développement. Cette opération de 100 millions d'euros, réalisée avec la CDP (Cassa Depositi e Prestiti, Italie), suit une émission en dollars signée en décembre 2023 avec la BADEA.

**Mohamed El Kettani, Président
d'Attijariwafa
Bank**

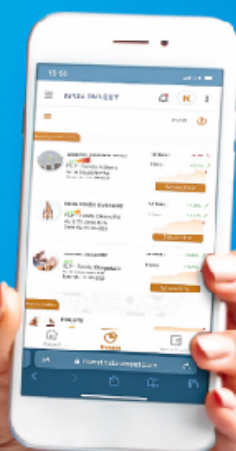


Avec un réseau de 7 309 agences et 20 000 collaborateurs, Attijariwafa Bank couvre l'ensemble de l'Afrique francophone. A la tête de ce réseau depuis 2005, Mohamed El Kettani a donné une dimension internationale à la banque implantée dans dans 27 pays, dont 15 en Afrique. La prochaine étape est l'implantation en Afrique Anglophone. Déjà présente en Egypte suite au rachat de Barclays, Attijariwafa Bank est en prospections entre l'Océan Indien et l'Atlantique.

DECOUVREZ NSIA INVEST

*Votre toute nouvelle
application mobile*

*Souscrivez à vos FCP en un clic
et suivez l'évolution de votre
épargne à tout moment*





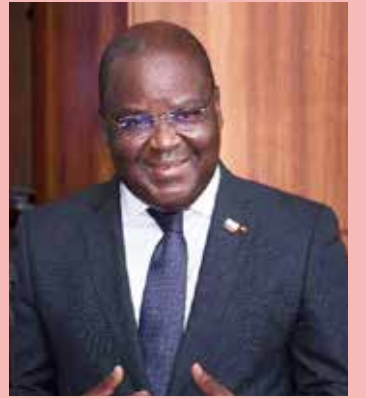
Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation

Stanislas Zézé est le fondateur et PDG de Bloomfield Investment Corporation, première agence de notation financière d'Afrique francophone, créée en 2007. Diplômé de l'Université du Michigan, il a précédemment travaillé à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement. Sous sa direction, Bloomfield est devenue une référence en évaluation des risques financiers en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a été nommé Officier de l'ordre national de Côte d'Ivoire pour sa contribution au secteur financier.



Felix Edoh Kossi Amenounvé, DG de la BRVM

Felix Edoh Kossi Amenounvé est le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) depuis 2012. Sous sa direction, la BRVM s'est imposée comme un acteur clé du financement des économies de l'UEMOA, avec une modernisation accrue et l'intégration de nouvelles technologies. Il est reconnu pour ses initiatives visant à élargir l'accès des PME au marché boursier et à attirer davantage d'investissements étrangers.



Mohamed Bah, CEO de Sunu

Plus que jamais leader de la zone CIMA en assurance toutes branches confondues, le groupe Sunu poursuit son évolution dans la doctrine tracée par son fondateur feu Pathé Dione. Sous la houlette de Mohamed Ba, le groupe leader de l'assurance vie entend accélérer le développement de la branche IARD et du pôle bancaire, celui-ci étant formé de la BICIS (filiale sénégalaise de BNP Paribas reprise en 2023) en phase de devenir Sunu Bank Sénégal et Sunu Bank Togo.



Kamal Mokdad, Président du Conseil d'Administration de la Bourse de Casablanca



Kamal Mokdad, Président du Conseil d'Administration de la Bourse de Casablanca, est également Directeur Général à l'international de la Banque Centrale Populaire (BCP). Il est l'architecte de l'expansion stratégique de la BCP en Afrique, renforçant la présence du groupe dans plus de 18 pays. Sous sa gouvernance, la Bourse de Casablanca s'est positionnée comme un hub financier régional dynamique. Visionnaire, il œuvre pour faire de la finance marocaine un moteur du développement africain.

Henri-Claude Oyima PDG de BGFI Holding

En 2024, BGFI Bank a obtenu le feu vert de la Commission bancaire de l'Afrique Centrale (Cobac) pour l'acquisition de Société Générale Congo. Le groupe gabonais devait fusionner ses deux filiales congolaises avant le 31 décembre 2024. Ajouté à l'ouverture du nouveau siège de sa filiale au Cameroun et à la relance de son projet d'introduction en Bourse (prévue prochainement), BGFI a un agenda chargé.



Jean Luc Konan, DG de Cofina



Jean-Luc Konan, fondateur de COFINA, a repris la concession Caterpillar en Afrique de l'Ouest, consolidant son succès dans la mésofinance à impact social. COFINA, active dans neuf pays, soutient les PME en octroyant des financements adaptés, favorisant leur croissance. Cette acquisition stratégique allie expertise financière et industrielle pour stimuler les secteurs des infrastructures, mines et énergie. Une vision ambitieuse de développement économique régional et de soutien aux entrepreneurs africains.

LES ÉCONOMISTES DE L'ANNÉE

Carlos Lopes, Guinée Bissau



Le dernier livre de Carlos Lopes, «Le piège de l'auto-illusion», analyse les relations déséquilibrées entre l'Afrique et l'Europe, en abordant la dépendance à la charité dans un cadre scientifique et factuel. Ancien haut représentant de l'Union Africaine, Lopes critique les accords ACP, qu'il considère comme un frein à l'unité africaine et incompatibles avec la ZLECA.

Le livre propose des solutions pour réduire la dépendance économique de l'Afrique et promouvoir son intégration et son industrialisation. C'est un appel à repenser les relations Afrique-Europe pour un partenariat plus équilibré et équitable.

Cédric Achille Mbeng Mezui, Gabon



Cédric Achille Mbeng Mezui, économiste gabonais, explore dans « Géoéconomie des minerais stratégiques dans le bassin du Congo » le potentiel de cette région riche en ressources naturelles stratégiques. Préfacé par Rabah Arezki et Rick Van Der Ploeg, l'ouvrage propose un écosystème dual reliant industrie et technologie pour assurer la sécurité économique, territoriale et humaine. Mezui insiste sur une exploitation stratégique et responsable des ressources africaines, tout en adoptant une perspective panafricaine ancrée dans des données chiffrées.

Kako Nubukpo, Togo

Kako Nubukpo, économiste et enseignant-chercheur togolais, a publié « L'Afrique et le reste du monde: de la dépendance à la souveraineté » aux éditions Odile Jacob. Ancien ministre togolais de la Prospective économique et



pourfendeur du FCFA, il explore dans ce livre une « troisième voie » entre néolibéralisme et panafricanisme de repli, appelant à l'affirmation de la souveraineté africaine. Dédié à la jeunesse africaine, l'ouvrage propose une réflexion sur les dynamiques actuelles entre l'Afrique et le reste du monde.



Makhtar Diouf, Sénégal



Le livre du Professeur Makhtar Diouf, « Afrique : Voies de développement », publié par les Nouvelles Éditions Africaines du Sénégal, appelle à un changement de paradigme face à l'échec des politiques de développement imposées depuis les indépendances. Il analyse les pesanteurs coloniales et postcoloniales, héritées d'une idéologie coloniale visant à justifier la subordination de l'Afrique, et qui continuent

d'entraver son émancipation. En s'inspirant de Walter Rodney, l'auteur démontre comment la colonisation a favorisé le pillage des ressources africaines pour l'industrialisation européenne. Ce livre est un plaidoyer pour une Afrique souveraine et maître de son développement.

Cheikhna Bounajim Cissé, Mali



Cheikhna Cissé, surnommé « l'émergentier », signe son cinquième ouvrage intitulé « Comptes, décomptes, mécomptes des banques de l'UMOA », une analyse approfondie du secteur bancaire de l'Union Monétaire Ouest-Africaine. Après 31 ans d'expérience bancaire, l'économiste malien livre un travail de 470 pages riche en réflexions, propositions et analyses, permettant de conforter ou de questionner les certitudes sur ce secteur. Ce livre aborde un aspect peu visité qu'est les pratiques mystiques dans les banques et la corruption.

LES GOUVERNEURS DE BANQUE CENTRALE

Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib



Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib depuis 2003, est reconnu pour son expertise en gestion monétaire et économique, ayant piloté des réformes majeures telles que la libéralisation du dirham et le renforcement de la stabilité financière au Maroc. Classé parmi les meilleurs gouverneurs de banques centrales au monde par Global Finance, il a reçu à plusieurs reprises la note « A » pour ses performances. Son parcours inclut également des postes clés au sein d'institutions marocaines et internationales. Ses réalisations ont solidifié la position du Maroc comme modèle de stabilité économique en Afrique.

Jean-Claude Kassi Brou, gouverneur de la BCEAO.



Jean-Claude Kassi Brou est le président de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) depuis 2022, où il veille à la stabilité monétaire et au développement économique des pays membres de l'UEMOA. Économiste chevronné, il apporte une vaste expérience acquise dans des institutions internationales et nationales. Sous sa direction, la BCEAO se concentre sur la modernisation des systèmes financiers et le soutien à l'intégration régionale. Sa vision est axée sur la résilience économique et l'inclusion financière.

Marie-France Malangu Kabedi Mbuyi, Gouverneure de la Banque Centrale du Congo



Marie-France Malangu Kabedi Mbuyi est la gouverneure de la Banque Centrale du Congo (BCC), jouant un rôle clé dans la gestion de la politique monétaire et la stabilisation de l'économie congolaise. Économiste expérimentée, elle a travaillé pendant plusieurs décennies au FMI avant de prendre ses fonctions en 2021. Elle s'engage à promouvoir la stabilité financière, la maîtrise de l'inflation et l'inclusion bancaire en RDC. Sous sa direction, la BCC vise à renforcer la confiance dans le système financier et soutenir le développement économique durable.

Lesetja Kganyago, gouverneur de la South African Reserve Bank (SARB)



Lesetja Kganyago est le gouverneur de la South African Reserve Bank (SARB) depuis 2014, supervisant la politique monétaire et la stabilité financière en Afrique du Sud. Reconnu pour son expertise économique, il joue un rôle clé dans la lutte contre l'inflation et le maintien de la stabilité du rand. Kganyago a également représenté l'Afrique du Sud dans plusieurs forums internationaux, notamment au FMI et au G20. Sous sa direction, la SARB reste une institution indépendante, axée sur la croissance durable et la confiance des marchés.

Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque centrale d'Égypte



Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque centrale d'Égypte, a joué un rôle clé dans la stabilisation de la livre égyptienne face aux pressions économiques mondiales. Sous sa direction, des réformes monétaires ont été mises en œuvre pour soutenir les réserves de devises étrangères et attirer les investissements. Il a également promu l'inclusion financière en renforçant l'accès aux services bancaires pour les citoyens et les PME. Son leadership a permis de moderniser les politiques bancaires, favorisant la résilience de l'économie égyptienne.



LES CEO DE L'ANNÉE

Idrissa Nassa, PDG de Coris Bank International



Coris Bank International Côte d'Ivoire (CBI CI) a finalisé en septembre 2024 l'acquisition du segment retail de la Standard Chartered Bank. La filiale du groupe du burkinabé Idrissa Nassa reste

à l'affût des opportunités et lorgne désormais du côté de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Delphine Traoré, CEO de Sanlam Allianz



Delphine Traoré est la CEO de SanlamAllianz General Insurance depuis septembre 2023, après la fusion des activités d'Allianz et de Sanlam en Afrique. Directrice générale d'Allianz Africa depuis 2021, elle est également membre de son

comité exécutif. Elle débute sa carrière en 1996 chez Ohio Casualty Group, puis rejoint Allianz Global Corporate & Specialty (AGCS) Canada en 2005. En 2017, elle devient directrice régionale des opérations d'Allianz Africa, première femme à occuper ce poste.

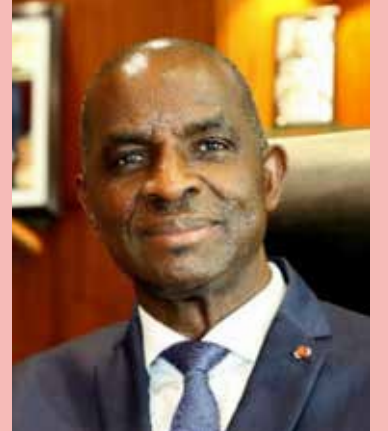
Didier Acouetey, président fondateur du Groupe AfricSearch



Didier Acouetey est le président fondateur du Groupe AfricSearch, cabinet international de recrutement spécialisé dans la détection de talents pour l'Afrique. Depuis 1996, il œuvre au développement des ressources humaines sur le continent, collaborant avec des multinationales telles

que Coca-Cola, France Télécom et Microsoft. En 2014, il a cofondé l'Africa SME Champions Forum pour soutenir les PME africaines. Didier Acouetey est également chroniqueur à Radio France Internationale sur les thématiques de la formation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat en Afrique.

Jean Kacou Diagou, fondateur de NSIA



Jean Kacou Diagou est un homme d'affaires ivoirien, fondateur du groupe NSIA, premier groupe ivoirien de banque-assurance, présent dans 12 pays d'Afrique subsaharienne. Lauréat de l'Ecole Nationale des Assurances de Paris, sa carrière débute à l'UAP au début des années 70, y gravissant tous les échelons. Dans les années 90, il fonde NSIA présent aujourd'hui dans plus de 12 pays dans le secteur de l'assurance et la banque. Jean Kacou Diagou est connu pour avoir co-rédigé le code CIMA, régissant l'organisme d'assurance panafricain.

Aliko Dangote, PDG Dangote Group



Aliko Dangote est le PDG de Dangote Group, le plus grand conglomérat industriel d'Afrique, actif dans les secteurs du ciment, du sucre, et de l'agro-industrie. Originaire du Nigeria, il est l'homme le plus riche du continent et un symbole de réussite entrepreneuriale. Sous sa direction, Dangote Group a construit la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique, sensée l'autosuffisance énergétique du Nigeria. Philanthrope engagé, il soutient des initiatives dans la santé, l'éducation et le développement durable à travers la Fondation Dangote.

El-Hassana KABA, CEO de MANSA BANK



El-Hassana KABA est un banquier ivoirien chevronné, diplômé d'Oxford, de Paris Dauphine et de la Faculté de Sciences Économiques d'Abidjan. Avec plus de 20 ans d'expérience chez Citibank et Standard Chartered Bank, il a fondé et dirige actuellement MANSA BANK, basée à Abidjan. En septembre 2023, il a reçu le Prix National de l'Excellence dans la catégorie Champion National, décerné par le Président de la République de Côte d'Ivoire. Son parcours professionnel l'a conduit à travailler dans les grandes enseignes de la banque, à l'instar de Citi en tant qu'auditeur interne puis en charge de la Corporate Banking (entre 1998 et 2004) puis à la Standard Chartered Bank, entre 2008 et 2010 avant de devenir directeur général de BCP Sénégal de 2010 à 2015.

Ralph Mupita, CEO, MTN Group



En quatre ans à la tête de MTN, Ralph Mupita a consolidé la position du groupe comme leader des télécommunications en Afrique. Il a piloté une transformation numérique ambitieuse, augmentant l'adoption des services fintech et élargissant la couverture 4G. Sous sa direction, MTN a réduit sa dette, amélioré sa rentabilité et renforcé son engagement en matière de durabilité. Mupita a également été un acteur clé dans l'expansion du réseau MTN en Afrique francophone et au-delà.

Abdou Souleye Diop, Managing Partner de Forvis Mazars



Abdou Souleye Diop est Managing Partner de Forvis Mazars au Maroc, où il supervise les activités d'audit et de conseil. Avec plus de 25 ans d'expérience, il a accompagné des entreprises marocaines dans leur expansion en Afrique, notamment dans les secteurs bancaire, des télécommunications et de l'immobilier. Abdou Diop a également présidé la Commission Afrique de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), renforçant les relations économiques entre le Maroc et d'autres pays africains. Reconnu pour son expertise, il intervient régulièrement dans des forums économiques internationaux.



Richard Lowe, PDG d'Activa Assurances

Richard Lowe est un homme d'affaires camerounais, fondateur et PDG d'Activa Assurances, une compagnie d'assurance panafricaine avec des succursales en Europe. Diplômé de l'ESSEC de Paris, il a lancé Activa en 1998 après une longue expérience au sein de l'assureur AGF. Sous sa direction, Activa s'est étendue à plusieurs pays africains, notamment le Ghana, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, et a créé le réseau Globus, couvrant 43 pays africains avec un réassureur basé au Burkina Faso. En mai 2018, Richard Lowe a été désigné « CEO africain de l'année 2018 » lors de l'Assemblée Générale de l'Organisation Africaine des Assurances (OAA).



Denis Chemillier-Gendreau et Géraldine Mermoux, Finactu

Denis Chemillier-Gendreau, Président et Géraldine Mermoux, Directrice Générale Associée de FINACTU, sont des figures clés du conseil stratégique en Afrique. Leur expertise unique et leur leadership visionnaire ont permis à FINACTU de devenir un acteur incontournable dans les acquisitions et deals majeurs sur le continent. Grâce à leur accompagnement, de nombreux groupes

africains ont concrétisé des opérations ambitieuses renforçant l'intégration économique régionale. Leur engagement illustre la capacité de FINACTU à piloter des transactions complexes et structurantes.



Mohamed Kéïta, Chairman de ABD Group

Mohamed Kéïta, Chairman de ABD Group, joue un rôle clé dans le développement des infrastructures en Afrique. Sous sa direction, ABD Group a levé 500 millions de dollars pour financer des centres de données dans plusieurs pays africains, renforçant ainsi l'économie numérique. Ce projet, soutenu par un accord avec le gouvernement ivoirien, est une des retombées majeures du Sommet USA-Afrique 2022. Son leadership illustre l'engagement du groupe à stimuler les investissements sur les marchés dynamiques du continent.



Mamadou Faye Directeur Général de la BNDE

Le Conseil d'Administration de la BNDE a nommé Mamadou Faye Directeur Général le 10 mai 2024. Son objectif est de transformer radicalement la BNDE en leader du secteur bancaire au Sénégal et en bras financier de la vision 2050 du pays. Fort de son expérience, il ambitionne de renforcer l'inclusion financière et d'accélérer l'innovation. Sa nomination marque une étape stratégique pour positionner la BNDE comme un acteur clé du secteur bancaire sénégalais.



Mossadeck Bally, CEO d'Azalaï Hotels

Mossadeck Bally est le fondateur et CEO d'Azalaï Hotels, l'un des principaux groupes

hôtelières en Afrique de l'Ouest. Visionnaire, il a créé une chaîne panafricaine qui incarne l'hospitalité et la culture africaines. Sous sa direction, Azalaï Hotels, démarré il y a un peu plus de 25 ans, avec le mythique Grand Hôtel de Bamako, est devenu une chaîne hôtelière phare sur le continent avec plus d'une dizaine d'établissements.

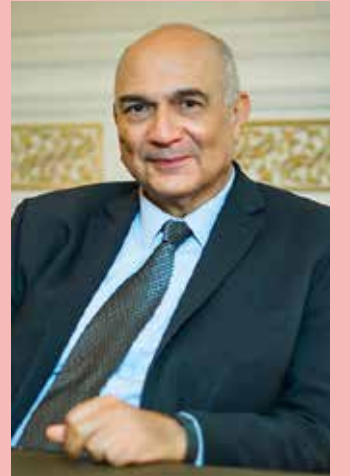


Yvonne Manzi Makolo, CEO de RwandAir

Yvonne Manzi Makolo est la CEO de RwandAir, la compagnie aérienne nationale du Rwanda, nommée par le Président Paul Kagame en 2018. Auparavant, elle était Deputy CEO en charge des affaires corporatives au sein de la compagnie. Avec une expérience riche, notamment au sein de MTN-Rwanda où elle a été CMO et CEO par intérim, elle a aussi contribué à des projets éducatifs financés par la Banque mondiale. Son leadership dynamise l'expansion et la compétitivité de RwandAir à l'international.

Mostafa Terrab, président de l'OCP

Mostafa Terrab, à la tête du Groupe OCP depuis 2006, a transformé l'entreprise d'un exportateur de phosphate brut en leader mondial des engrais. Il a également impulsé une révolution éducative et scientifique avec la création de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), inspirée du modèle du MIT. Basée à Benguerir et Rabat, elle reflète l'engagement d'OCP pour l'innovation et le développement des compétences. Sa vision allie excellence économique et impact social durable.



Ylias Akbaraly, CEO Redland

Ylias Akbaraly, né le 29 décembre 1959 à Majunga, Madagascar, est un homme d'affaires malgache d'origine indienne. Il est président de Redland, la holding englobant le Groupe Sipromad, Thomson Broadcast et GatesAir. Sous sa direction, le Groupe Sipromad s'est diversifié dans des secteurs tels que l'industrie, le tourisme, l'immobilier et les énergies renouvelables.



Yacoub Sidya, PDG de MSS Security

Yacoub Sidya est un entrepreneur mauritanien, fondateur et PDG de MSS Security, une entreprise de sécurité privée opérant en Afrique de l'Ouest. Né en 1978 à Nouakchott, il a étudié aux États-Unis avant de retourner en Mauritanie pour créer MSS Security en 2003 avec un investissement initial de 200 000 dollars. Sous sa direction, l'entreprise est devenue l'un des plus grands employeurs privés du pays, offrant des services de sécurité variés à une clientèle diversifiée. En plus de MSS Security, Sidya a diversifié ses activités en lançant Global Aviation en 2015 et Phoenix Precious Metals, une entreprise spécialisée dans l'exploitation aurifère.



Patrice Motsepe, PDG d'African Rainbow Minerals

Patrice Motsepe est le PDG d'African Rainbow Minerals, un des principaux groupes miniers d'Afrique du Sud. Premier milliardaire noir du pays, il est un pionnier dans l'industrie minière et un défenseur de l'autonomisation économique des populations noires. Sous sa direction, l'entreprise s'est diversifiée dans les secteurs de l'or, du platine, du fer et du charbon. Motsepe est également engagé dans la philanthropie et est président de la CAF, œuvrant pour le développement du football africain.





Placide Nkala Basidilwa, DG Gecamines



Placide Nkala Basidilwa est le Directeur Général de la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) en République Démocratique du Congo. Nommé par ordonnance présidentielle le 25 février 2023, il a pris ses fonctions en mars 2023. Avant cette nomination, M. Nkala a occupé le poste de Directeur Général Adjoint chez Kamoto Copper Company (KCC), représentant les intérêts de Gécamines. Il a également acquis une expérience significative au sein de la Primature, où il a travaillé sur l'amélioration du climat des affaires. En tant que Directeur Général, Placide Nkala Basidilwa est chargé de diriger les opérations de Gécamines et de mettre en œuvre des stratégies visant à renforcer la position de l'entreprise dans le secteur minier congolais.

Leila Bouamatou, Générale de Banque de Mauritanie (GBM)

Leila Bouamatou est une banquière mauritanienne, administratrice et directrice générale de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM), fondée par son père, Mohamed Ould Bouamatou. Elle est la première femme à diriger une banque en Mauritanie. Diplômée en finance avec des études en Suisse, en Espagne et aux États-Unis, elle a amorcé la digitalisation de la GBM, l'a ouverte aux petites et moyennes entreprises et a créé une filiale consacrée à la finance islamique.



Rachid Hachichi, CEO, Sonatrach Algérie

Rachid Hachichi est depuis octobre 2023 le PDG de Sonatrach, la compagnie nationale pétrolière et gazière de l'Algérie, acteur clé de l'économie du pays. Expert en ingénierie pétrolière, il a gravi les échelons au sein de l'entreprise pour en prendre la direction. Sous sa gestion, Sonatrach s'est concentrée sur la modernisation des infrastructures et l'exploration de nouveaux partenariats internationaux. Hachichi est reconnu pour son engagement en faveur de l'autosuffisance énergétique et de la diversification des exportations énergétiques algériennes.



Jean Louis Billon, PDG du Groupe Sifca

Jean-Louis Billon est un homme d'affaires ivoirien, PDG du Groupe SIFCA, un leader de l'agro-industrie en Afrique de l'Ouest. Ancien ministre du Commerce, il est reconnu pour son rôle dans le développement économique de la Côte d'Ivoire. Sous sa direction, SIFCA s'est imposé comme un acteur majeur dans les secteurs de l'huile de palme, du sucre et du caoutchouc. Engagé en politique et dans le développement durable, il milite pour une meilleure gouvernance en Afrique.



Paul Fokam, Afriland First Bank



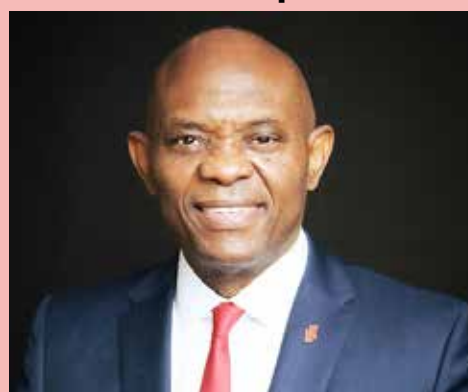
Le parcours de Paul Fokam se confond avec la relance économique de l'Afrique. En 1986, il fonde CCEI Bank, une banque camerounaise devenue Afriland First Bank en 2002. La holding Afriland First Group basée en Suisse est propriétaire du réseau bancaire Afriland First Bank en Afrique présent dans 7 pays. Ancien maître de conférences à l'institut technique de banque du Conservatoire national des arts et métiers de Paris, Paul Fokam, enseignant de leadership et de stratégie, a fondé PK Fokam Institute of Excellence en 2006.

Abdeslam Alaoui Smaili, CEO de HPS



Abdeslam Alaoui Smaili est le cofondateur et directeur général de Hightech Payment Systems (HPS), une entreprise marocaine spécialisée dans les solutions de paiement électronique. Sous sa direction, HPS s'est imposée comme l'un des leaders mondiaux du secteur, opérant dans plus de 95 pays et desservant plus de 500 institutions. En 2023, HPS a été classée parmi les trois premiers fournisseurs mondiaux de solutions de paiement par Datos Insights, soulignant l'innovation et la qualité de ses services.

Tony Elumelu, Président de United Bank for Africa (UBA), Heirs Holdings et Transcorp Plc



Tony Elumelu est le Président de United Bank for Africa (UBA), Heirs Holdings et Transcorp Plc. Homme d'affaires et philanthrope nigérian, il est connu pour son concept d'«Africapitalisme», qui prône le rôle du secteur privé dans le développement économique de l'Afrique. Sous sa direction, UBA s'est étendue à 20 pays africains et au-delà. Il est également le fondateur de la Tony Elumelu Foundation, qui soutient les entrepreneurs africains.

Khalid Safir, Directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion



Khalid Safir est le directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) du Maroc, une institution clé pour le financement du développement national. Ancien wali, il a occupé plusieurs postes de haut niveau dans l'administration publique marocaine. Sous sa direction, la CDG poursuit ses missions stratégiques dans les secteurs de l'investissement, de la retraite et du développement territorial. Khalid Safir est reconnu pour son expertise en gestion et sa vision en matière de modernisation des institutions publiques.

Fani Titi, CEO du groupe Investec

Fani Titi, de nationalité sud-africaine, est le CEO du groupe Investec depuis mars 2020, après avoir été Co-CEO avec Hendrik du Toit jusqu'à la scission de la branche Investec Asset Management. Sous sa direction, Investec, coté à la fois à la Bourse de Londres et à celle de Johannesburg, et faisant partie de l'indice FTSE 250, a renforcé son positionnement mondial, favorisant une croissance durable et des résultats optimaux pour ses clients et parties prenantes.





EVÈNEMENTS ET RÉALISATIONS CLÉS DE LA BIDC EN 2024

Lancement médiatique de
la 1ère édition de l'EIF2024

JANV

Nomination
du Vice-Président Risques
et Contrôle de la BIDC

MAR

FEV

Rencontre stratégique entre
le Président de la BIDC et
le Président de la Sierra Leone

AVR

1ère édition de l'EIF 2024
à Lomé au Togo

Signature d'un accord de prêt de
200 millions USD entre la BIDC
et le Ghana

MAI

Approbation de 117,4 milliards FCFA
et 62,7 millions USD par le 88ème
Conseil d'Administration de la BIDC

JUIL

JUI

Signature d'un protocole d'accord
entre la BIDC et la Chambre
de commerce UE-Afrique

AOU

Signature d'accords de prêt
de 63 millions USD entre
la BIDC et la Guinée

Clôture avec sursouscription du 1er
emprunt obligataire vert et durable
de la BIDC par APE en zone UEMOA

SEP

2ème édition de la Table Ronde
du Président de la BIDC sur
le développement des infrastructures
dans la CEDEAO

NOV

OCT

Approbation de 61 millions d'euros
et 100 millions USD par le 89ème
Conseil d'Administration de la BIDC

DEC

Fête de fin d'année des
enfants des agents de la BIDC



Accédez à
notre site web !

TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA CEDEAO

EbidOfficial

BIDC-EBID

BIDC_EBID

BIDC_EBID

bidc-ebid.org



LES FONDS SOUVERAINS, LES FONDS DE PRIVATE EQUITY ET LES INTERMÉDIAIRES EN BOURSE

Marc Kamgaing, CEO de Harvest Asset Management



Marc Kamgaing est le fondateur et PDG de Harvest Asset Management, leader de la gestion d'actifs en zone CEMAC avec plus de 300 milliards de FCFA sous gestion à fin 2023. Titulaire d'un Master en physique de l'Université de Paris Cité et d'un MBA en Finance et IT de l'école Ionis-STM en France, il a également obtenu un Master en économie du développement à la Frankfurt School of Finance & Management. Avant de fonder Harvest en 2017, il a acquis une solide expérience dans des institutions financières de premier plan, notamment à la Société Générale Corporate and Investment Banking à Paris et au sein du groupe Activa au Cameroun. Sous sa direction, Harvest Asset Management a connu une croissance remarquable, consolidant sa position dominante sur le marché financier de l'Afrique centrale.

Kadidiatou Fadika-Coulibaly, CEO Hudson & Cie



Kadidiatou Fadika-Coulibaly est l'Administrateur Directeur Général et Présidente du Comité Exécutif de la société de bourse SGI Hudson & Cie en Côte d'Ivoire. Avec près de 20 ans d'expérience en finance d'entreprise, elle a occupé divers postes, notamment à la Banque Royale du Canada. Sous sa direction depuis 2012, Hudson & Cie a relancé ses activités de banque d'affaires, représentant aujourd'hui 30 % de ses revenus. Elle a également présidé l'Association Professionnelle des Sociétés de Bourse de l'UEMOA.

Mohamed Benchaâboun, CEO du Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6I)



Mohamed Benchaâboun est le CEO du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I), une structure stratégique dédiée au financement de projets de développement au Maroc. Ancien ministre des Finances, il a également dirigé la Banque Centrale Populaire. Sous sa direction, le FM6I vise à stimuler l'investissement public et privé dans des secteurs clés. Son expertise contribue à renforcer l'attractivité économique du Maroc.

Christian Din Dika, CEO d'Emerald Securities Services



Christian Din Dika, financier camerounais, dirige Emerald Securities Services, un groupe d'établissements financiers et d'investissement opérant sur les marchés des capitaux. Sous sa direction, le groupe a structuré plusieurs levées de fonds d'envergure pour des États tels que le Congo et le Gabon, renforçant ainsi sa position sur le marché financier de la zone CEMAC. En 2023, Emerald Securities Services Bourse a fait son entrée au capital d'Afreximbank, matérialisant ses objectifs d'expansion et de développement international. Christian Din Dika vise à faire d'Emerald Securities Services une banque d'affaires de référence en Afrique subsaharienne.

Naoufal Bensalah, Président fondateur du groupe Africa Bright



Naoufal Bensalah est le Président fondateur du groupe Africa Bright, une banque d'affaires indépendante opérant en Afrique, notamment dans les régions du Maghreb, de l'UEMOA et de la CEMAC. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'État, il a débuté sa carrière en 2006 au sein du groupe Attijariwafa bank, où il a occupé divers postes de responsabilité, notamment en tant que Directeur Général d'Attijari Asset Management à Dakar. Sous sa direction, Africa Bright a structuré des opérations financières majeures, telles que les premières obligations vertes d'Afrique centrale pour un montant de 20 milliards de FCFA.

Yedau Ogoundele, Directrice Générale de CRRH-UEMOA



Yedau Ogoundele est la Directrice Générale de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) depuis janvier 2023. Experte des marchés financiers internationaux, elle a occupé des postes de responsabilité chez Natixis, Crédit Agricole, Bloomberg et Southbridge. CRRH-UEMOA. Avant sa nomination, elle était administratrice indépendante à la CRRH-UEMOA et a piloté l'élaboration du Plan Stratégique 2023-2028 de l'institution. Sous sa direction, la CRRH-UEMOA vise à renforcer son impact sur le financement du logement abordable dans la région.

René Awambeng, fondateur de Premier Investment Holdings Limited



Ancien Responsable mondial des relations avec la clientèle d'Afreximbank, René Awambeng a fondé Premier Investment Holdings Limited en 2023. Cette structure basée à Abu Dhabi Global Markets (ADGM), intervient en tant que société de holding d'investissement financier axée sur le commerce Sud-Sud. En 2023, il a reçu le Global Executive Leader Award lors de la cérémonie des Powerlist Black Excellence Awards présidée par le Roi Charles III.

Roselyne Abé, directrice générale d'EDC Investissement Corporation (EIC)



Mme Roselyne Abé est la directrice générale d'EDC Investissement Corporation (EIC), la société de gestion et d'intermédiation du groupe Ecobank pour la zone UEMOA. Elle est depuis juin 2021 présidente de l'Association des professionnels des sociétés de gestion et d'intermédiation de l'UEMOA (APSGI-UEMOA). Mme Roselyne Abé est diplômée en finance et fiscalité internationale de l'Université de Lille en France. Elle a débuté sa formation en sciences économiques à l'Université d'Abidjan.



Amina Benkhadra, directrice générale de l'ONHYM Maroc

Le Maroc aujourd'hui a une dynamique de développement considérable qui est marquée par un certain nombre de stratégies sectorielles qui émanent toutes de Sa Majesté.

De l'ex-projet de gazoduc Nigeria-Maroc – devenu l'African Atlantic Gas Pipeline – à la situation actuelle du secteur énergétique au Maroc, Amina Benkhadra, directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines du Maroc (ONHYM) depuis 2003, répond aux questions de Financial Afrik en marge de la première édition du Sommet de la coopération énergétique de l'Afrique de l'ouest organisé du 3 au 5 décembre 2024 par EnerGNet à Lomé (Togo). « Nous avons engagé toutes les réflexions sur la gouvernance du projet, nous avons préparé l'accord entre les chefs d'Etat, qui va être signé prochainement, en début 2025 », confie-t-elle.

Du gazoduc Nigeria-Maroc à l'African Atlantic Gas Pipeline. Pourquoi un tel changement d'appellation ?

Je voudrais d'abord exprimer tout le plaisir que j'ai de me retrouver aujourd'hui à Lomé, au Togo, pour cette première conférence de la coopération régionale de l'Afrique de l'Ouest, dans le domaine de l'énergie. Et comme nous le savons tous, l'énergie est essentielle pour le développement économique et social, et notre continent a nombre de défis à relever, et qu'il relève dans le cadre des programmes de coopération. Le projet du gazoduc Nigéria-Maroc, qui a été lancé par Sa Majesté le Roi et par le président du Nigéria, est un projet d'envergure stratégique de portée continentale : accompagner le développement de l'Afrique de l'Ouest, puisqu'il concerne 13 pays sur l'Atlantique et 3 pays enclavés. C'est un catalyseur du développement qui va permettre de faire accéder un certain nombre de pays à une énergie durable, qui est le gaz naturel dont disposent beaucoup de pays dans cette sous-région, notamment le Nigéria, mais également la Mauritanie, le Sénégal, et la Côte d'Ivoire. Il y aura des retombées économiques, sociales et de développement industriel considérables sur la région. Et du fait de sa portée continentale et atlantique, du Nigéria au Maroc, le nom de manière très naturelle pour montrer la puissance de ce projet d'intégration régionale a été appelé African Atlantic. C'est un projet qui porte en son essence la volonté d'intégration de notre sous-région. Et nous sommes tous conscients que l'écosystème africain est un des moins intégrés, et que l'intégration régionale est essentielle pour la croissance et le développement de notre continent.

Quel serait donc l'apport de ce projet pour les économies de la sous-région ?

Ce projet va permettre d'accélérer l'accès à l'énergie à partir d'une

source d'énergie durable, qui est le gaz naturel. Par cette énergie durable, il va permettre d'accélérer le développement économique et notamment d'un certain nombre de secteurs industriels. Je fais référence essentiellement d'abord aux mines. Tous ces pays de la zone ouest-africaine regorgent de richesses minérales importantes, de minéraux stratégiques et critiques qui sont nécessaires à la transition énergétique et à la transition numérique. Ces ressources naturelles et minières, ont besoin d'une énergie durable pour être développées. Et donc, il n'y a que des bénéfices et des retombées extrêmement importants en termes de développement de projets, non seulement pour la génération d'électricité, mais également pour le développement du secteur industriel, comme les mines, le secteur agricole et l'accélération d'un certain nombre de secteurs dans chacun des pays.

Quelle est la vision de votre pays, le Maroc, en matière d'énergie ?

Le Maroc aujourd'hui a une dynamique de développement considérable qui est marquée par un certain nombre de stratégies sectorielles qui émanent toutes de Sa Majesté. Un plan de développement agricole qu'on appelle le plan Maroc Vert, un plan d'accélération industrielle pour un certain nombre d'industries, un plan de développement du secteur minier et également du phosphate qui sont la première opération actuelle, des plans de développement pour l'habitable et les nouvelles villes, des plans de développement d'infrastructures ; et tout ce développement exige une disponibilité de l'énergie.

Le Maroc a mis en place une stratégie, en 2019, pour assurer la sécurité d'approvisionnement de notre pays, diversifier nos sources d'énergie et dans ce cadre-là, le Maroc a bâti deux grands éléments essentiels à rappeler. Tout d'abord, l'électrification rurale généralisée. Le Maroc a un taux d'électrification de 99,95%, et c'est un projet extrêmement d'envergure



puisque nous avons un taux d'électrification de 25% en 1995 qui a été porté par une dynamique avec des solutions innovantes en termes de financement et une appropriation par un certain nombre d'acteurs, mais également par les consommateurs. A côté de cette électrification rurale généralisée, le Maroc a aujourd'hui une autre utilisation et un développement important de son mix énergétique ouvert à toutes les ressources. Bien sûr le charbon propre, mais également le gaz naturel et surtout le développement des énergies renouvelables, le solaire et l'éolien. Cela émanait d'une vision de Sa Majesté le Roi qui voulait asseoir le développement de ce secteur sur une trajectoire également durable tout en développant les autres sources. Le Maroc a donc lancé deux grands projets d'envergure, un plan solaire et un plan éolien qui permettraient de construire 42% de capacité en 2022 disponibles en énergies renouvelables et la capacité des énergies renouvelables serait de 52% à l'horizon 2030. Plusieurs centrales ont été construites dans ce sens, notamment la grande centrale de la grande centrale de Bolsazène, qui est connue au niveau mondial, et les grands projets de développement des énergies solaires et éoliennes qui ont été initiés par le Maroc, sont aujourd'hui reconnus à l'échelle régionale et internationale,

et font du Maroc à la limite un pays un peu pionnier, puisque très tôt nous avons pris la décision, grâce aux orientations royales, de nous inscrire dans le développement des énergies renouvelables. Aujourd'hui, ces énergies sont encore plus compétitives qu'elles ne l'étaient il y a quelques années, elles sont davantage accessibles, et je pense que c'est aussi un des créneaux de développement pour notre région, en Afrique, le gaz naturel, mais également le développement des énergies renouvelables.

A ce jour, quels sont les projets en cours de l'ONHYM ?

L'ONHYM est un organisme public qui est en charge de trois secteurs : le développement de l'exploration minière, la recherche et le développement des hydrocarbures (oil & gaz), et le développement du transport du gaz et de l'électricité. Dans ce cadre-là, nous avons plusieurs programmes de travaux de recherches dans les minéraux, d'abord les minéraux critiques, les minéraux stratégiques, comme le cuivre, le lithium, le cobalt, et d'autres, et bien sûr les méthodes bases que nous exploitons depuis toujours. Nous avons également des programmes en partenariat avec des sociétés d'envergure internationale, des juniors et des majors pour le oil & gaz et le développement de ce secteur. Et enfin, pour le transport du gaz, l'Onhym est en charge, avec la National Nigeria Petroleum Corporation du Nigéria, de porter ce projet stratégique du Gazoduc Atlantic. Nous menons ensemble, avec les grands cabinets internationaux, les études d'ingénierie détaillées. Nous avons engagé toutes les réflexions sur la gouvernance du projet, nous avons préparé l'accord entre les chefs d'Etat, qui va être signé prochainement, en début 2025, nous avons lancé les études d'impact environnemental sur tout le tracé du Maroc jusqu'au Nigéria. Les travaux sont en cours dans le cadre d'un partenariat avec l'ensemble des pays concernés, et d'une coopération win-win avec l'ensemble de ces pays que nous remercions pour leur engagement, et notamment la CEDEAO, qui nous accompagne depuis le début du projet, et je rends hommage ici au travail qu'a fait la CEDEAO à nos côtés, pour enclencher ce processus d'intégration de l'ensemble des pays concernés.

**Propos recueillis
par Nephthali Messanh Ledy**

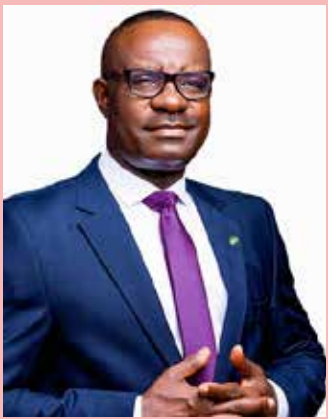


LES INTÉGRATEURS



Akinwumi Adesina, président de la BAD

Akinwumi Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD) depuis 2015, est un économiste engagé pour la transformation du continent africain. Réélu pour un second mandat en 2020, qui s'achèvera en 2025, il a lancé des initiatives stratégiques pour accélérer le développement durable en Afrique. Sous sa direction, la BAD a mobilisé des financements record pour des projets d'infrastructure et de résilience économique. Adesina s'efforce de positionner l'Afrique comme un pilier de la croissance mondiale.



George Agyekum Donkor, Président de la BIDC

Dr. George Agyekum Donkor, Président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), a renforcé le capital de l'institution pour soutenir davantage de projets stratégiques dans la région. Sous sa houlette, la BIDC a initié l'ouverture de son capital à des membres non régionaux, élargissant ainsi ses sources de financement. Il est également reconnu pour ses efforts visant à accroître la résilience économique des États membres grâce à des investissements structurants.



Mamadou Biteye, secrétaire exécutif de l'ACBF

Mamadou Biteye est un expert reconnu avec plus de 30 ans d'expérience dans le renforcement des capacités en Afrique et au-delà, ayant exercé dans les secteurs privé, public et le développement international. Actuellement secrétaire exécutif de l'ACBF, il a dirigé des initiatives d'impact chez Visa et la Fondation Rockefeller. Son leadership a permis de transformer des vies, notamment grâce à des programmes tels que Digital Jobs Africa et Saving for Change. Titulaire de diplômes en économie agricole, il est un fervent défenseur du développement inclusif et des populations vulnérables.



Benedict O. Oramah, Président de l'Afreximbank

Benedict O. Oramah est le Président de l'Afreximbank, une institution clé dans le financement du commerce intra-africain. Sous sa direction, la banque a renforcé ses initiatives pour soutenir la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Avec une expertise reconnue, il œuvre pour promouvoir le commerce et l'intégration économique sur le continent. Engagé, il défend des solutions innovantes pour relever les défis financiers de l'Afrique.



Abena Amoah, Directrice Générale de la Bourse du Ghana

Abena Amoah est la Directrice Générale de la Bourse du Ghana (GSE), où elle œuvre pour dynamiser les marchés financiers du pays. Experte en finance, elle met l'accent sur l'innovation, la transparence et l'inclusion pour attirer davantage d'investissements. Sous sa direction, la GSE vise à jouer un rôle central dans le développement économique du Ghana et de la région.



Frank Mwit, CEO de Nairobi Stock Exchange (NSE)

Frank Mwit est le CEO de la Nairobi Stock Exchange (NSE), la principale bourse du Kenya et un acteur clé des marchés financiers africains. Il œuvre à renforcer la liquidité, l'innovation et l'attractivité du marché pour les investisseurs locaux et internationaux. Dans ses priorités, l'engagement à moderniser les infrastructures financières pour stimuler la croissance économique régionale. Il met l'accent sur la durabilité et l'inclusion financière dans ses initiatives stratégiques.



Nezha Hayat, présidente de l'AMMC – Maroc

Nezha Hayat est depuis 2016 à la tête de l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC). L'ancienne de BNP Paribas a joué un rôle important dans la réforme des OPCVM (en cours) et l'avènement récent (novembre 2024) du marché à terme. Forte d'une carrière internationale dans la finance, notamment en Espagne et en Amérique latine, elle a contribué à la transformation des marchés de capitaux marocains, marquée par des privatisations et une forte croissance boursière.

Oulimata Ndiaye, Directrice de UMOA Titres



Oulimata Ndiaye est la Directrice de l'UMOA-Titres, institution spécialisée dans la gestion et la promotion des titres publics dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). Elle joue un rôle stratégique dans le développement des marchés financiers régionaux et la mobilisation des ressources pour les États membres. Avec une expertise reconnue en finance, elle travaille à renforcer la transparence et l'efficacité du marché des titres publics. Son leadership contribue à l'intégration économique et à la stabilité financière dans la région.

Abdourahmane Diallo, CEO de FSA



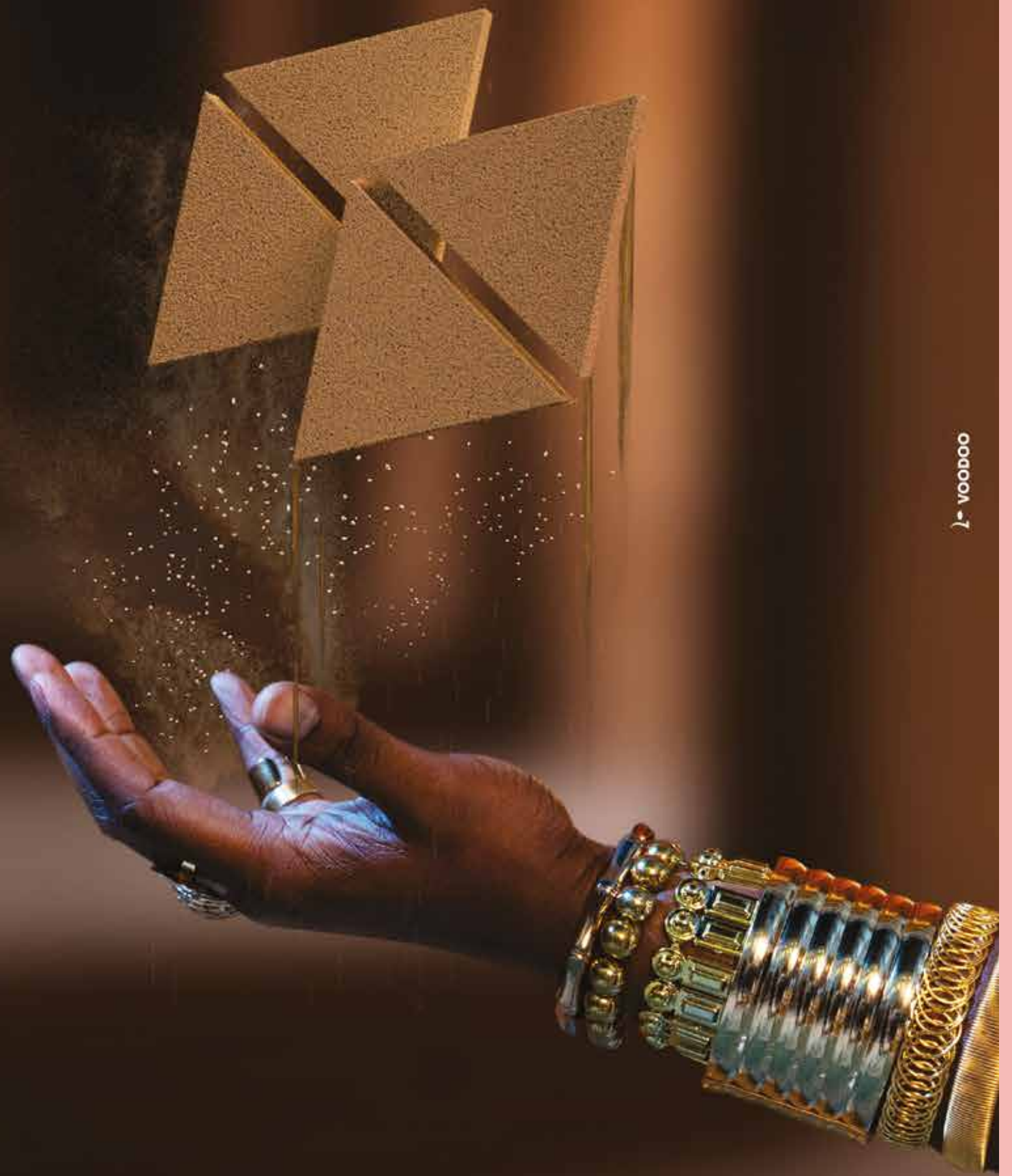
Abdourahmane Diallo, expert en finance et diplômé de prestigieuses universités telles que la Sorbonne et l'Université Pierre Mendès France, est le nouveau directeur général du Fonds de Solidarité Africain (FSA). Ancien directeur de l'Audit et figure clé de l'institution depuis une décennie, il a assuré l'intérim après le décès de son prédécesseur en 2023. Sous sa direction, le FSA a obtenu en 2024 la note AAA(WU) de GCR Ratings, la meilleure sur l'échelle régionale. Il pilote actuellement un programme de consolidation des fonds propres pour renforcer la capacité d'intervention du fonds.

Badanam Patoki, président de l'AMF-UMPA



Badanam Patoki est depuis 2021 le président de l'Autorité du marché financier de l'UMOA (AMF-UEMOA), où il supervise la régulation et le développement des marchés financiers dans l'Union. Fort d'une longue expérience au sein de la BCEAO et des institutions économiques de son pays, il est reconnu pour son expertise en finance et en gestion publique. Nommé pour un mandat de trois ans, il s'engage à renforcer la confiance et l'efficacité des marchés financiers de l'UMOA.

FORGÉE PAR NOS RACINES
TOURNÉE VERS L'AVENIR



)- VOODOO

MANSA BANK





Jules Ngankam, African Guarantee Fund (AGF)

Jules Ngankam, ingénieur statisticien et économiste camerounais, est directeur général du groupe African Guarantee Fund (AGF) depuis septembre 2020.

Sous sa direction, AGF a étendu ses opérations à plus de 40 pays africains, collaborant avec des institutions financières pour faciliter l'accès au financement des PME grâce à des garanties de partage des risques et une assistance au développement des capacités. Il a également renforcé des partenariats stratégiques, notamment avec le Groupe Ecobank, en renouvelant leur collaboration pour un montant record de 200 millions de dollars, soit plus de 120,4 milliards de FCFA.

Manuel Moses, Directeur Général de l'agence ATIDI



Manuel Moses, Directeur Général de l'Agence Africaine d'Assurance Commerce et Investissement (ATIDI), a introduit des réformes visant à renforcer la résilience économique en Afrique. Sous sa direction, l'agence a élargi ses solutions de couverture des risques pour attirer davantage d'investissements directs étrangers. Il a également

modernisé les mécanismes d'assurance pour soutenir les projets d'infrastructure et promouvoir le commerce intra-africain. Ses initiatives visent à positionner ATIDI comme un acteur clé du développement économique du continent.

Abdoulaye Diop, président de la Commission de l'UEMOA

Abdoulaye Diop est depuis mai 2021 le Président de la Commission de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine), organisation qui regroupe huit pays de l'Afrique de l'Ouest. Fort d'une expérience reconnue en gestion publique et en diplomatie, il œuvre pour l'intégration économique et le développement durable dans la région. Sous sa direction, l'UEMOA a renforcé la coopération entre ses États membres oeuvrant pour la stabilité économique. L'UEMOA s'est inscrite dans de nouvelles orientations ficelées autour de la «Vision 2040».



Birahim Diouf, Directeur Général DC/BR

Birahim Diouf a été nommé Directeur Général du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) à partir du 1er juillet 2022, marquant une étape clé pour le Marché Financier Régional de l'UEMOA. Fort d'une expérience de 30 ans dans la finance, il a occupé plusieurs postes stratégiques, dont celui de Directeur Général Adjoint du DC/BR. Titulaire de diplômes prestigieux (MBA, finance islamique, économie), il a également travaillé dans des institutions internationales comme Citigroup et African Alliance Investment Bank.



Valentin Mbozo'o, DG du GIMAC

Valentin Mbozo'o est le Directeur Général du Groupement Interbancaire Monétaire de l'Afrique Centrale (GIMAC) depuis sa nomination en novembre 2012. Sous sa direction, le GIMAC a développé l'interopérabilité intégrale des systèmes de paiement dans la zone CEMAC, facilitant les transactions entre banques, opérateurs de mobile money et autres institutions financières. Ingénieur de formation, M. Mbozo'o a précédemment occupé des postes clés dans le secteur bancaire et monétaire en Afrique centrale. Son leadership a été déterminant dans la modernisation des services financiers et la promotion de l'inclusion financière dans la région.



Admassu Tadesse, CEO de Trade and Development Bank

Admassu Tadesse est le 4e Président et Directeur Général de la Trade and Development Bank (TDB), nommé fin 2011. Fort de dix ans d'expérience à la DBSA en Afrique du Sud en tant que Vice-Président Exécutif chargé des finances internationales et de la stratégie, il a également occupé des postes dans des institutions internationales à Johannesburg et New York. Diplômé de la LSE et de la WBS, avec une formation exécutive à Harvard et à l'INSEAD, il siège dans plusieurs conseils d'administration. Lauréat de nombreuses distinctions, il a récemment été nommé Leader Africain de l'Année par le CCA des États-Unis.



Thierno-Habib Hann, CEO de Shelter Afrique

Thierno-Habib Hann est le Directeur Général de Shelter Afrique, institution panafricaine dédiée au financement du logement abordable en Afrique. Nommé en janvier 2023, il apporte plus de 20 ans d'expérience internationale dans le financement du logement et les marchés de capitaux. Sous sa direction, Shelter Afrique a adopté un nouveau plan stratégique quinquennal visant à améliorer la gouvernance et les performances opérationnelles. Depuis son Assemblée Générale Extraordinaire tenue en octobre 2023 à Alger, l'institution a été transformée en Banque de Développement Shelter Afrique (BDShaf).

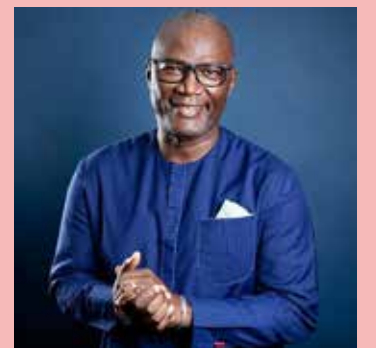
Ngueto Tiräina Yambaye, Directeur Général Fagace

Ngueto Tiräina Yambaye a été nommé Directeur Général du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) le 26 juin 2020, pour un mandat de quatre ans débutant le 1er juillet 2020. En octobre 2023, son mandat a été renouvelé pour une nouvelle période commençant le 1er juillet 2024. Il a introduit des réformes majeures visant à renforcer la gouvernance, améliorer l'efficacité opérationnelle et diversifier les mécanismes de financement. Ces réformes ont permis au FAGACE d'accroître son impact dans le financement des projets structurants et le soutien aux économies africaines.



Ibrahima Cheikh Diong, directeur exécutif du Fonds de réponse aux pertes et dommages

Ibrahima Cheikh Diong, expert sénégalais en finance et développement, a été nommé premier directeur exécutif du Fonds de réponse aux pertes et dommages en septembre 2024. Ce fonds, établi lors de la COP28 à Dubaï, vise à soutenir financièrement les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Avec plus de 30 ans d'expérience internationale, M. Diong a précédemment occupé des postes de haut niveau, notamment en tant que secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur général du Groupe de la Capacité africaine de gestion des risques (ARC). Sa nomination marque une étape clé dans la mise en œuvre de mécanismes financiers pour aider les nations en développement à faire face aux impacts climatiques.





Alain Ebobissé - Africa50



Alain Ebobissé est un expert camerounais en financement et développement des infrastructures, avec plus de deux décennies d'expérience. Depuis 2016, il est directeur général d'Africa50, une plateforme panafricaine d'investissement dans les infrastructures basée à Casablanca, au Maroc. Avant cela, il a dirigé le Fonds mondial de développement des projets d'infrastructure du Groupe de la Banque mondiale (IFC InfraVentures), supervisant des projets en Afrique, Asie, Europe et Amérique latine. Il est titulaire d'un MBA de l'International Institute for Management Development (IMD) à Lausanne, en Suisse.

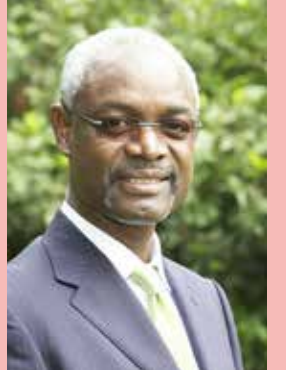
Latifa El Bouabdellaoui, Directrice générale du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (ICDT)



Latifa El Bouabdellaoui, Directrice Générale du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (ICDT), œuvre pour promouvoir le commerce intra-OCI (Organisation de la Coopération Islamique). Sous sa direction, l'ICDT a renforcé les initiatives visant à intégrer les économies des pays membres et à faciliter leur accès aux marchés mondiaux. Elle est reconnue pour ses efforts en faveur du développement durable et de l'autonomisation économique dans les pays islamiques.

Ibrahim Thiaw, Secrétaire général de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification

Ibrahim Thiaw est le Secrétaire général de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD). Expert en développement durable, il joue un rôle clé dans la promotion de solutions pour restaurer les terres dégradées et combattre les effets de la désertification. Sous son leadership, la CNULCD renforce les initiatives pour la résilience climatique et la sécurité alimentaire mondiale. Sa vision met l'accent sur la coopération internationale et l'innovation environnementale.



Samaila Zubairu, CEO, Africa Finance Corporation (AFC)

Samaila Zubairu est le PDG d'Africa Finance Corporation (AFC), une institution panafricaine dédiée au financement des infrastructures et du développement industriel. Sous sa direction, l'AFC a renforcé son rôle dans le financement de projets stratégiques en énergie, transport et ressources naturelles à travers le continent. Reconnu pour son expertise en finance et en gestion des investissements, il a également contribué à mobiliser des capitaux pour accélérer la croissance économique en Afrique. Samaila Zubairu est un ardent défenseur de l'intégration économique et des solutions africaines aux défis du développement.

Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce



Ngozi Okonjo-Iweala a été reconduite en tant que Directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Première femme et première Africaine à occuper ce poste, elle est reconnue pour son leadership visionnaire. Son mandat se concentre sur la revitalisation du commerce mondial et la réduction des inégalités économiques. Avec une riche expérience en économie et en politique, elle continue de défendre des réformes inclusives et durables.

Wamkele Mene, Secrétaire général de la ZLECA

Reconduit en février dernier pour un second mandat de 4 ans au poste Secrétaire général de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), Wamkele Mene pilote la mise en œuvre de politiques visant à supprimer les barrières tarifaires et à stimuler le commerce intra-africain. Mene est reconnu pour son rôle stratégique dans la promotion de la coopération économique et l'attraction d'investissements sur le continent. L'ancien négociateur en chef de son pays (l'Afrique du Sud) pour la Zlecaf avait été désigné pour la première fois en février 2020 face à 119 autres concurrents.



Jude Chiemaka, PDG de la Bourse du Nigeria

Jude Chiemaka est le PDG de la Bourse du Nigeria (NGX), l'une des plateformes financières les plus dynamiques d'Afrique. Il s'efforce de moderniser les infrastructures et de renforcer l'attractivité du marché pour les investisseurs locaux et internationaux. Sous son leadership, la Bourse du Nigeria met un accent particulier sur l'innovation, la durabilité et la croissance économique inclusive. Son expertise et sa vision stratégique contribuent à positionner le Nigeria comme un hub financier clé sur le continent africain.

Minayegnan Coulibaly, DG GIM-UEMOA



Minayegnan Coulibaly a rejoint le Groupement Interbancaire Monétaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (GIM-UEMOA) en 2019 en tant que Directeur Général Adjoint. Il a été promu Directeur Général en 2020. Sous sa direction, le GIM-UEMOA a renforcé l'interopérabilité des systèmes de paiement dans la région, facilitant ainsi les transactions financières entre les huit pays membres. M. Coulibaly met l'accent sur l'innovation et l'inclusion financière, contribuant à moderniser les services bancaires et à promouvoir l'accès aux services financiers pour les populations de l'UEMOA.



Nachouat Meghouar, Directrice de la French-African Foundation

Nachouat Meghouar est la Directrice de la French-African Foundation, une organisation dédiée à renforcer les liens entre la France et l'Afrique. À travers des initiatives comme le programme Young Leaders, elle soutient l'émergence d'une nouvelle génération de leaders africains et français. Engagée, elle promeut des collaborations axées sur l'innovation, le leadership et le développement durable. Son travail contribue à bâtir des ponts pour une coopération franco-africaine renforcée.



Yazid Benmouhoub, CEO de la Bourse d'Alger

Yazid Benmouhoub est le PDG de la Société de Gestion de la Bourse et des Valeurs Mobilières (SGBV) d'Alger depuis 2013, supervisant les activités de cotation et de négociation de titres. Ancien haut fonctionnaire du Trésor spécialisé en fiscalité des entreprises, il a également enseigné la finance et la fiscalité pendant plus de 10 ans. Titulaire d'un diplôme de l'Université Paris Dauphine, il a dirigé des recherches au Ministère de la Prospective et des Statistiques depuis 2012.



LES AVOCATS



ADNA, Salimatou Diallo, Safia Fassi-Fihri, Sydney Domoraud et Foued Bourabiat

ADNA est un cabinet d'avocats panafricain indépendant, fondé en 2021 par Salimatou Diallo, Safia Fassi-Fihri, Sydney Domoraud et Foued Bourabiat. Issu de la fusion de quatre cabinets en Guinée, au Maroc, en Algérie et en Côte d'Ivoire, ADNA offre des services juridiques intégrés sur l'ensemble du continent africain. Le cabinet est membre du réseau Africa Legal Network (ALN), renforçant ainsi sa présence et son expertise en Afrique. ADNA se distingue par sa capacité à accompagner ses clients dans des transactions financières et corporate complexes, notamment en financement de projet, corporate finance, financement d'acquisitions, private equity et fusions-acquisitions.

Pascal Agboyibor, Managing Partner d'ASAFO & CO

Pascal Agboyibor est le Managing Partner d'ASAFO & CO, un cabinet d'avocats international dédié à l'Afrique. Spécialisé en énergie, infrastructures et mines, il conseille gouvernements et investisseurs sur des projets complexes. Reconnu parmi les avocats les plus influents d'Afrique, il a été classé n°1 du «100 Legal Powerlist» en 2024.



Jemal Taleb, Diamantis & Partners

Jemal Taleb est un avocat mauritanien, associé du cabinet Diamantis & Partners, spécialisé en contentieux international et droit des affaires. Il a également été ambassadeur itinérant de la

Mauritanie, consultant le gouvernement sur des questions de droits de l'homme et de diplomatie. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, il est actif dans divers think tanks, notamment l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED). En 2024, il a publié une tribune remarquée dans Le Figaro soulignant la stabilité de la Mauritanie au Sahel.

Baba Hady Thiam, Thiam & Associés

Baba Hady Thiam est l'associé gérant du cabinet d'avocats Thiam & Associés, basé en Guinée. Inscrit aux barreaux de Guinée et de Paris, il est spécialisé en transactions minières, fusions-acquisitions et private equity. Sous sa direction, le cabinet a conseillé des clients tels que le Groupe Vista Bank pour l'acquisition des filiales burkinabé et guinéenne du groupe BNP Paribas.



Hicham Naciri, cabinet Naciri & Associés

Hicham Naciri est le fondateur et associé gérant du cabinet Naciri & Associés, basé à Casablanca, Maroc. Spécialisé en droit des affaires, il conseille des clients nationaux et internationaux sur des transactions majeures, notamment en fusions-acquisitions, financements structurés et investissements étrangers. Sous sa direction, le cabinet a participé à des opérations emblématiques telles que le rachat de la Centrale laitière par Danone et l'émission obligataire de l'OCP sur les marchés internationaux. Reconnu pour son expertise, Hicham Naciri a fait partie des avocats les plus connus en Afrique.



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



EMPRUNT OBLIGATAIRE

Par appel public à l'épargne sur le marché national en Guinée

12,5% Taux d'intérêt annuel

Du 1er au 31 Décembre 2024

2000 milliards GNF

Maturité

06 ans

Amortissement
du capital
Annuel

Fiscalité

**Titres Affranchis
d'Impôts et Taxes**

Valeur
nominale

5millions de GNF

Arrangeur



Afriland First Bank





Entretien avec l'entrepreneur Christian Din Dika, fondateur d'Emerald Securities Services

Fondateur du groupe d'établissements financiers et d'investissements exerçant sur les marchés de capitaux Emerald Securities Services, Christian Din Dika répond aux questions de Financial Afrik.

Tout d'abord, pouvez-vous revenir sur votre parcours ?

Je suis un entrepreneur passionné et déterminé spécialisé dans les marchés financiers et l'ingénierie financière. Diplômé de l'Université Catholique du Cameroun avec un double Master en gestion des relations humaines et techniques comptables et financières, j'ai également enrichi mon parcours académique par une formation pour cadres et dirigeants à Sciences Po Paris. Sur le plan professionnel, j'ai acquis plus de dix ans d'expérience à la Douala Stock Exchange, où j'ai occupé le poste de chef de département des opérations de Bourse. Cette expérience m'a permis de maîtriser les rouages des marchés financiers régionaux. Par la suite, j'ai rejoint le groupe Attijariwafa Bank au sein de leur département Banque d'affaires, où j'ai exercé comme directeur Securities et directeur général adjoint. En 2020, j'ai décidé de concrétiser une vision qui m'animait depuis longtemps en fondant Emerald Securities Services, un groupe financier qui s'est rapidement imposé comme un acteur clé en Afrique centrale. Avec Emerald Securities Services, mon objectif est d'accompagner les entreprises et les États dans leurs projets financiers, en leur proposant des solutions adaptées et innovantes. À travers ses filiales ESS Bourse et ESS Asset Management, le groupe se distingue par son expertise en intermédiation, levée de fonds, gestion d'actifs et conservation des titres, tout en restant engagé dans le développement économique de la région.

Qu'est-ce qui vous a conduit à créer Emerald Securities Services Bourse (ESSB) et quelle est l'envergure de votre groupe ?

La création d'Emerald Securities Services Bourse (ESS Bourse) est née d'une volonté de combler un besoin spécifique sur les marchés financiers de la région CEMAC. Après avoir accumulé une riche expérience dans des institutions telles que le Douala Stock Exchange et Attijariwafa Bank, j'ai constaté un manque d'offres adaptées pour répondre aux besoins des entreprises, des investisseurs, et des États, en matière de levée de fonds, d'intermédiation boursière, et d'ingénierie financière. Ma vision était de bâtir une institution capable de proposer des solutions sur mesure, adaptées à un environnement économique en constante évolution. En fondant ESS Bourse, mon objectif était de créer un acteur de référence, offrant une expertise locale combinée à une perspective internationale, tout en intégrant des innovations financières pour répondre aux exigences des marchés modernes. De plus, la création d'ESS Bourse s'inscrit dans une démarche d'autonomie et de contribution au développement économique régional. En proposant des services tels que le conseil en fusion-acquisition, la gestion d'actifs, ou encore la conservation des titres, ESSB joue un rôle clé dans le renforcement de la confiance des investisseurs et dans le dynamisme des marchés financiers locaux et internationaux.

Quelles sont les principales activités de votre société de bourse et quelles qualités personnelles estimez-vous nécessaires pour diriger une société de bourse avec succès ?

Les principales activités de notre société de bourse s'articulent autour du conseil financier, de l'intermédiation boursière et de la tenue de comptes titres. La société accompagne les États, les grandes entreprises, les PME à fort potentiel et les institutionnels en leur proposant des solutions adaptées pour répondre à leurs besoins en financement et en investissement. Spécialisée dans l'ingénierie financière, ESS Bourse joue des rôles stratégiques sur le marché obligataire, notamment comme arrangeur, chef de file ou co-chef de file des syndicats de placement, tout en assurant une gestion sécurisée des actifs financiers de ses clients. Avec un agrément de la COSUMAF couvrant toute la zone CEMAC, ESS Bourse met son expertise au service du développement du marché financier sous-régional.

Il faut plusieurs qualités essentielles pour réussir dans la direction d'une société de bourse. D'abord, le leadership est primordial. Un dirigeant doit être capable de prendre des décisions stratégiques et de motiver son équipe. Ensuite, une expertise financière solide est indispensable pour comprendre et anticiper les tendances du marché, et surtout, pour conseiller correctement les clients. La capacité d'adaptation est également une qualité clé, notamment avec les évolutions rapides du marché et les nouvelles technologies. L'intégrité et l'éthique professionnelle sont cruciales pour établir et maintenir la confiance des clients et des partenaires. Enfin, l'esprit d'innovation est essentiel, surtout avec l'importance croissante de la technologie et de l'intelligence artificielle dans le secteur. Ces qualités permettent de naviguer efficacement dans un environnement complexe et de garantir un service de qualité.

Qu'est-ce qui fait la particularité d'ESS Bourse pour répondre aux besoins du marché et comment se positionne-t-elle par rapport aux autres sociétés de bourses ?

La particularité d'ESS Bourse repose sur une combinaison d'expertise, de qualité de service, et de proximité avec nos clients. Bien que le marché financier régional compte une quarantaine de sociétés de bourse et de gestion d'actifs, notre entreprise se distingue par sa jeunesse dynamique et l'expérience significative de son équipe. Avec près de 20 ans d'expérience dans la finance, j'ai pu constituer une équipe de collaborateurs partageant un parcours similaire, acquis au sein de grands groupes bancaires et d'assurances. Cette expertise collective nous permet de répondre avec précision aux besoins de nos clients et de leur offrir un accompagnement personnalisé. En parallèle, nous plaçons la qualité de nos services au cœur de notre démarche, tout en restant proches de nos clients pour mieux comprendre leurs attentes et y répondre efficacement. Dans cette optique, ESS Bourse est actuellement engagée dans un processus de certification ISO 9001, visant à renforcer son système de management de la qualité. Ces initiatives font d'ESS Bourse un acteur unique sur le marché compétitif de la finance en Afrique Centrale.

Comment se présente le marché financier de l'Afrique Centrale en ce moment : opportunités et défis et quelles sont les

perspectives de ce marché pour ESS Bourse ?

Le marché financier de l'Afrique Centrale est encore en développement comparé à d'autres marchés du continent. Son véritable lancement date de 2003, avec la mise en place d'un marché national au Cameroun et d'un marché sous-régional basé à Libreville, au Gabon. Cependant, cette organisation initiale a fragmenté le marché sous-régional. Ce n'est qu'en 2018, après une série de réformes soutenues par la volonté politique des chefs d'État de la CEMAC, que ces deux marchés ont fusionné, ce qui a constitué une étape importante pour l'intégration régionale. Aujourd'hui, bien que le marché reste embryonnaire, il commence à prendre forme avec seulement six valeurs cotées dans le compartiment actions et une dizaine de lignes obligataires, majoritairement des emprunts des États. Les volumes d'opérations demeurent faibles, avec seulement deux à trois transactions par an, ce qui reste insuffisant pour garantir une activité pérenne pour toutes les sociétés d'intermédiation financière présentes.

Pour pallier ce manque d'activité, les sociétés de bourse se regroupent souvent en consortiums pour mener à bien les opérations, en raison de la taille importante des fonds à lever. La concurrence est donc rude, ce qui pousse chaque acteur à innover constamment pour se différencier et offrir des services plus compétitifs.

Quelles stratégies mettez-vous en place pour attirer et fidéliser vos clients ?

Nous misons sur une relation personnalisée et une expérience client exceptionnelle. Nos équipes accompagnent chaque investisseur à travers des conseils sur mesure et un suivi rigoureux. Nous proposons aussi des solutions innovantes et des formations régulières pour les aider à mieux comprendre les marchés. La transparence est au cœur de notre démarche.

Avez-vous des partenariats avec des entreprises situées dans la sous-région ou votre champ d'action se limite qu'en Afrique Centrale ?

Oui, nous avons établi des partenariats stratégiques sous forme de joint-ventures avec des sociétés de bourse en Afrique de l'Ouest. Ces collaborations sont cruciales, car de nombreuses entreprises opérant au Cameroun ont également une présence significative dans cette région. Ce réseau nous permet de répondre efficacement aux besoins de nos clients qui souhaitent investir au-delà des frontières locales, que ce soit depuis l'Afrique de l'Ouest vers le Cameroun ou l'inverse. Cependant, chaque marché ayant ses spécificités réglementaires, nous travaillons en collaboration avec nos confrères sur place, car nous ne sommes pas agréés pour intervenir directement en dehors de nos juridictions respectives. Cette synergie nous permet d'assurer une prise en charge optimale des opérations transfrontalières, en maintenant notre engagement envers nos clients et en renforçant notre présence régionale.

Quels sont vos projets pour le groupe, la véritable ambition d'ESS ?

Nos projets pour Emerald Securities Services s'articulent autour de deux axes majeurs : le renforcement de nos acquis et l'innovation pour répondre aux besoins futurs de nos clients. D'une part, nous cherchons à



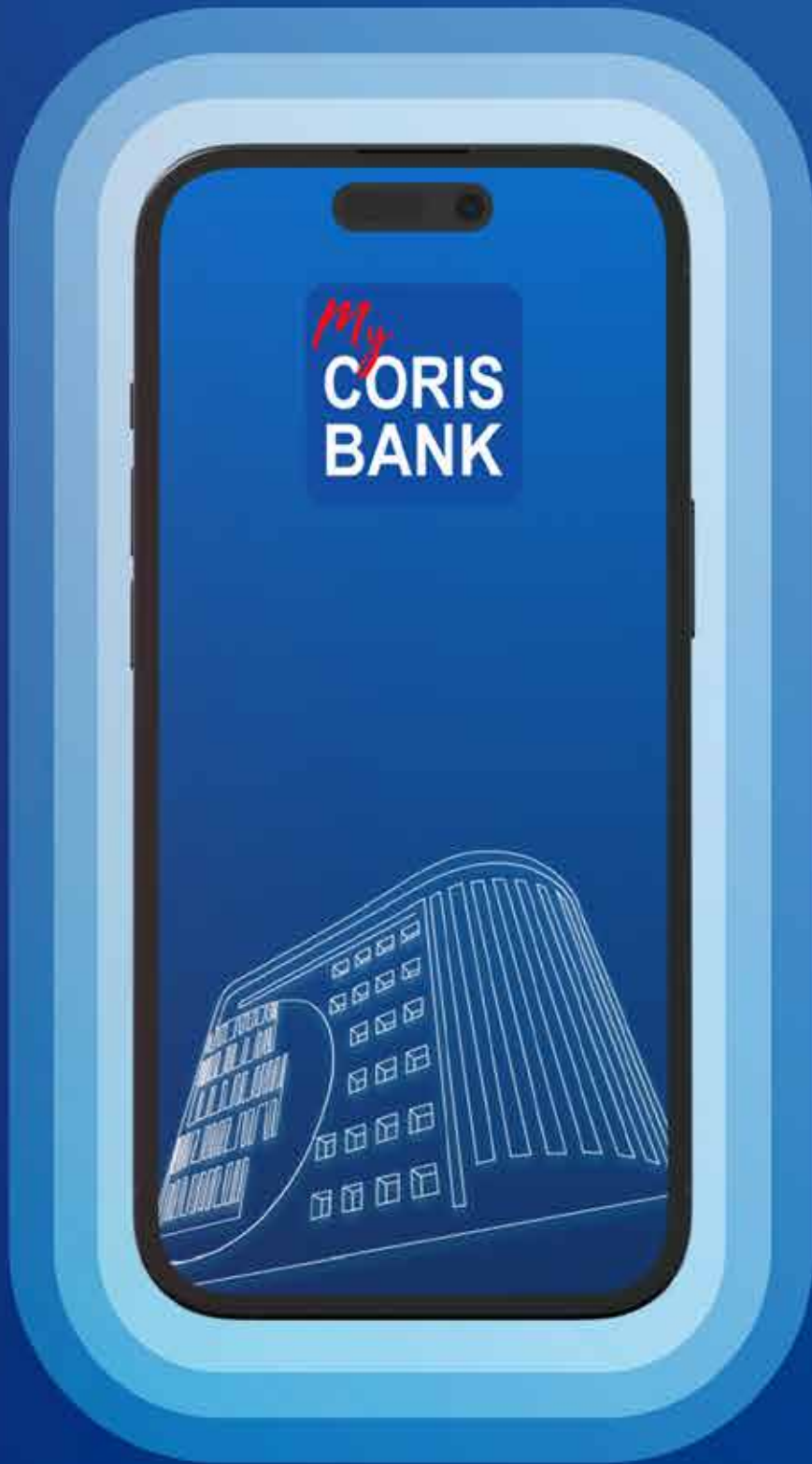
solidifier notre positionnement en diversifiant notre gamme de produits et en renforçant notre compétitivité. Cela inclut une ambition stratégique : nous intégrer progressivement dans la filière bancaire. Nous envisageons de débiter par la microfinance, une étape clé qui ouvrira ensuite la voie à la création d'une banque. D'autre part, nous plaçons la digitalisation au cœur de notre vision. À l'heure actuelle, les infrastructures numériques sur le marché ne permettent pas encore une guidée complète des opérations, comme le trading en temps réel avec débit et crédit immédiats des comptes. Notre objectif est de développer des solutions technologiques de pointe, telles qu'une application qui permettra à nos clients d'effectuer leurs transactions à distance, en toute simplicité et sécurité. La digitalisation représente le futur de notre secteur et un levier essentiel pour offrir un service optimal et personnalisé. Avec ces initiatives, nous visons à transformer notre organisation en un acteur financier encore plus complet, innovant et à l'écoute des besoins de nos clients.

Comment assurez-vous votre relève et voyez-vous ESS dans 5 ans? Comment la technologie (l'intelligence artificielle) transforme-t-elle votre secteur et quels conseils donneriez-vous à un jeune professionnel souhaitant suivre vos pas ?

L'intelligence artificielle (IA) transforme le secteur financier, notamment dans les sociétés de bourse comme ESS Bourse, en améliorant la prise de décision, l'automatisation des processus et l'expérience client. L'IA permet une analyse rapide de grandes données, facilitant ainsi les prédictions de marché et la gestion des portefeuilles. Elle optimise également l'efficacité des opérations en automatisant des tâches comme la gestion des transactions et la conformité, tout en réduisant les coûts. Pour les jeunes professionnels, il est essentiel de se concentrer sur plusieurs aspects. D'abord, acquérir une solide base de connaissances en finance et en économie. Ensuite, se former en technologie et en intelligence artificielle, car ces outils vont devenir de plus en plus essentiels dans notre secteur. Les compétences en analyse de données et en programmation sont particulièrement importantes pour ceux qui souhaitent se spécialiser dans l'optimisation des processus financiers. Enfin, il est crucial d'adopter une approche pragmatique et d'être constamment à l'écoute des innovations. L'adaptabilité et l'innovation continue sont également des atouts importants dans un secteur en constante évolution. ■

VOTRE BANQUE EN LIGNE

Tout - en - un



DISPONIBLE GRATUITEMENT SUR



La Banque Autrement
<https://cotedivoire.coris.bank>

